



GÉOPOLITIQUE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

JUILLET 2016

NOTE D'ANALYSE 49

LA RELATION AUSTRALO-INDONÉSIENNE

Une union forcée mais nécessaire,

entre tensions et résilience

MAXIME DIDAT – KEVIN DRESS

Stagiaires, Chaires Baillet Latour, UCL



UCL
Université
catholique
de Louvain



Les Chaires Baillet Latour « Union européenne-Russie » et « Union européenne-Chine » ont été créées dans les années 2000 au sein de l'UCL grâce au Fonds InBev-Baillet Latour. Elles ont pour objectif de stimuler l'étude des relations entre l'Union Européenne, la Russie et la Chine. Les Chaires constituent un pôle de recherche et d'enseignement dont l'objectif est de renforcer l'expertise sur l'action extérieure de l'UE, de promouvoir la connaissance de la Chine et de la Russie comme acteurs internationaux et d'étendre la recherche sur les grandes puissances, en particulier les BRICS. Exerçant leurs activités au sein de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication et de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe, les Chaires collaborent régulièrement avec leurs homologues de la KULeuven.



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de Science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

Maxime Didat et Kevin Dress

LA RELATION AUSTRALO-INDONÉSIENNE

Une union forcée mais nécessaire, entre tensions et résilience

Juillet 2016



Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Chloé Daelman.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.geopolitique-cecri.org/>

Email : tanguy.struye@uclouvain.be

© Chaires Baillet-Latour, programme « Union européenne-Russie », 2016.

Maxime Didat et Kevin Dress, étudiants en Relations internationales à l'Université catholique de Louvain et stagiaires à la Chaire Baillet Latour.

Les conquêtes sont aisées à faire, parce qu'on les fait avec toutes ses forces ; elles sont difficiles à conserver, parce qu'on ne les défend qu'avec une partie de ses forces.

MONTESQUIEU

*

INTRODUCTION

Longtemps « reliquat occidental échoué dans un environnement étranger »¹, l'Australie est parvenue au fil des ans à s'affranchir de ce que Canberra appelait la « tyrannie de la distance » (vis-à-vis de ses « protecteurs occidentaux », Londres au départ, Washington ensuite) pour se trouver une place à part entière dans une zone aujourd'hui caractérisée par son dynamisme et sa forte croissance², mais également « en tension par rapport aux changements rapides dans l'équilibre des puissances en son sein »³. S'émanciper de la tutelle de l'ancienne métropole et de l'aile protectrice du « grand frère » étatsunien ne fut guère chose facile pour le *Down Under Country*, à partir du moment où ce dernier, « lâché » en quelques sortes dans les immensités pacifiques, a dû seul faire face à un sentiment d'insécurité qu'il gérait, jusque-là, en « duopole » ; or, on le verra, ce sentiment a de tout temps sculpté la politique étrangère *aussie*⁴. Dès lors, Canberra prit à bras-le-corps l'établissement de liens privilégiés avec son voisinage proche, c'est-à-dire, l'Asie du sud-est. « La distance qui sépare l'Australie du continent n'est plus une garantie

¹ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, Bruxelles, Complexes, 2006, p. 97.

² K.R. NOSSAL, « Australian and Canadian Policy towards Southeast Asia », in D. WURFEL et B. BURTON (éd.), *Southeast Asia in the New World Order. The Political Economy of a Dynamic Region*, Londres/New York, Macmillan Press/St Martin's Press, 1996, p. 186.

³ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *Pouvoirs*, 2012/2, n°141, p. 103.

⁴ M. BEESON, « Can Australia save the world ? The limits and possibilities of middle power diplomacy », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 65, N°5, 2011, p. 565 ; sur cette question, cf. *infra*, point II, 1.

de sécurité à renforcer, notent des observateurs, c'est un défi à surmonter »⁵. Comme l'a très bien écrit Fabrice Argounès :

« [L']Asie du sud-est offre de multiples facettes pour les Australiens : foyer de menaces potentielles, espace de puissances concurrentes, aire de développement économique ou encore partenaire essentiel du régionalisme avec l'ASEAN »⁶.



Source : Wikipédia

Si l'on en vient à se pencher plus spécifiquement sur les relations entre Canberra et Jakarta, on se rend compte que bien que proches géographiquement⁷, les deux Etats, forcés en quelque sorte à un « voisinage étrange »⁸, ont (et donnent) parfois l'impression qu'ils ne se connaissent et ne se comprennent pas. Pour les analystes,

⁵ T. STRUYE DE SWIELANDE, B. HELLENDORFF et A. HONORE, « Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne », *Politique étrangère*, 1/2015, p. 117.

⁶ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 109.

⁷ 1.265 km séparent la Papouasie occidentale de Darwin (la plus grande ville septentrionale australienne) ; cette dernière n'est distante du Timor occidental indonésien (*Timor Barat*) que de près de 832 km. En comparaison, l'australienne Sydney est séparée de la néo-zélandaise Wellington par 2.230 km, et de l'américaine San Francisco par approximativement 11.940 km, deux villes de « l'anglosphère occidentale » dont la *Sin City* se considère pourtant beaucoup plus proche...

⁸ P. SULISTIYANTO, « Indonesia-Australia Relations in the era of Democracy: The View from the Indonesia Side », *Austr.Jnl.Pol.Sc.*, Vol. 45, 2010, p. 119.

« [p]eu de pays voisins sont au monde à ce point différents que l’Australie et l’Indonésie. Le fossé entre leur histoire, leur culture, leur économie et leurs politiques devrait assurer quasi-certainement que les relations entre les deux pays soient tendues, entraînant le risque de l’incompréhension »⁹.

L’ancienneté et l’intensité des contacts¹⁰ entre les deux voisins que sépare notamment la Mer de Timor rend leurs relations soutenues et inévitables, « *qu’ils le veuillent ou pas, qu’ils l’aiment ou pas* »¹¹ : en dépit de certaines tensions pouvant émailler leurs relations, l’Indonésie demeure un partenaire privilégié de Canberra¹².

Pour Canberra, l’Asie du sud-est en général est passée au fil des ans du statut de voisinage dangereux à celui de partenaire politique et économique quasi-vital¹³ : l’Île-Continent a constamment recherché un parfait équilibre entre la prospérité (ce que – nous le verrons plus loin¹⁴ – les liens avec Jakarta ont rendu possible sur le moyen et long terme) et la sécurité (une Indonésie stable et sécurisée signifiant une garantie de protection contre le terrorisme)¹⁵.

Comme nous l’étudierons par après, l’une des obsessions de l’Australie a toujours été de maintenir la stabilité et l’intégrité de l’Indonésie, et ce dans l’optique de sa propre sécurité. L’Archipel, peuplé de plus de 200 millions d’habitants¹⁶, Etat multiethnique, multiconfessionnel, ne rend pas cette tâche facile. Comme le souligne Bilveer Singh : « dans beaucoup de cas, les conflits en Indonésie sont causés par la nature hautement

⁹ G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *The Australian-Indonesian Security Agreement – Issues and Implications*, Research Paper of the Foreign Affairs, Defence and Trade Group of the Parliament of Australia, N°25,1995-96, http://www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/pubs/rp/RP9596/96rp25 (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁰ Des échanges établis formellement remonteraient au moins au XVIème siècle.

¹¹ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120.

¹² F. ARGOUNES, « L’Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 113.

¹³ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l’Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 100.

¹⁴ *Cf. infra*, notamment point I, 3.

¹⁵ F. ARGOUNES, « L’Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 103 ; P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120 – voy. *infra*, point I, 1.

¹⁶ Soit, presque dix fois plus que l’Australie, qui compterait quelques 22,8 millions d’habitants (estimation pour 2013).

complexe, plurielle et divisée du pays »¹⁷. Il y aurait même à Canberra un « lobby pro-Jakarta », dont la mission serait d’orienter la politique australienne en direction « du plus important des partenaires » *aussie* dans la région, et le cas échéant, d’apaiser les tensions entre les voisins. Ce groupe aurait, tour à tour, été actif pour prévenir le soutien, côté australien, à un référendum en faveur de l’indépendance au Timor oriental, ou pour enrayer à tout prix un mouvement d’autodétermination en Papouasie occidentale¹⁸, deux problématiques sensibles qui ont tendu (et tendent encore) les relations entre les deux pays, comme nous le verrons également¹⁹.

*

Le but du présent article va être double. Dans un premier temps, l’aspect sécuritaire et de défense sera abordé, ces thèmes restant primordiaux pour les agendas des deux voisins (I). Ensuite, dans un second temps, nous évoquerons l’aspect relationnel, Canberra entretenant des rapports souvent tendus avec Jakarta, en élargissant la problématique au cadre plus général de la perception, par les Etats d’Asie du sud-est, du *Pays des Wallabies* (II).

*

¹⁷ B. SINGH, « Indonesia and the Arc of Instability », in D. RUMLEY, V. L. FORBES et C. GRIFFIN (s.l.d.), *Australia’s Arc of Instability, The Political and Cultural Dynamics of Regional Security*, Dordrecht, Springer, 2006, p. 85.

¹⁸ F.K. KALIDJERNIH, « Australian Indonesia-specialists and debates on West Papua: Implication for Australia-Indonesia relations », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, 2008, Vol.62, p. 74.

¹⁹ Cf. *infra*, point I, 3.

I. L'ASPECT SECURITAIRE ET DEFENSIF

1. « VOISIN ENCOMBRANT » OU « TERRIBLE » ?

Longtemps considérée (avec la Malaisie) comme « le voisin terrible » de l'Australie, l'Indonésie a souvent été perçue comme un Etat fragile et dangereux pour le bien-être de l'Île-Continent²⁰. Dès l'indépendance du pays en 1949, les gouvernements successifs à Canberra ont compris que l'Indonésie, d'un point de vue géographique, serait un « élément permanent de [l]a sécurité [australienne] en Asie »²¹, car, aux dires mêmes de spécialistes *aussies* de la défense,

« l'Indonésie est l'endroit duquel ou par lequel une menace militaire à l'encontre de l'Australie pourrait être la plus aisément posée »²².

L'Etat-archipel aux 13.500 îles représentait en effet une vulnérabilité stratégique pour l'Île-Continent, et ce, dès que Jakarta se lança dans des revendications territoriales à l'encontre de son ancienne métropole pour obtenir le contrôle sur la Nouvelle-Guinée occidentale²³. La politique de « Confrontation » (*Konfrontasi*) lancée par le Président

²⁰ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, op. cit. supra, note 1, pp. 102 et 107 ; S. PHILPOTT, « Fear of the Dark: Indonesia and the Australian National Imagination », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 55, N°3, 2001, p. 379.

²¹ A. GYNGELL, « Australia-Indonesia », in B. TAYLOR (s.l.d.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power. Friendships in Flux?*, New York, Routledge, 2007, p. 97.

²² P. DIBB, *Review of Australia's Defence Capabilities: Report to the Minister for Defence by Mr. Paul Dibb*, Canberra, Australian Government Publishing Service, 1986, p. 4, cité par A. GYNGELL, op. cit. supra, note 21, p. 97. Voy. aussi J. COTTON, *East Timor, Australia and Regional Order. Intervention and its aftermath in Southeast Asia*, Londres/New York, Routledge Curzon, 2004, p. 22.

²³ Le 27 décembre 1949, les Pays-Bas accordèrent formellement l'indépendance à leur ancienne colonie indonésienne, mais sans inclure dans l'accord de transfert de souveraineté le territoire de la Nouvelle-Guinée hollandaise, cette dernière étant toujours considérée par La Haye comme un territoire néerlandais. Durant les années 1950, les discussions sur ce territoire se poursuivront entre les deux parties, sans progrès, les Nations Unies échouant à faire adopter, en 1957, une résolution demandant aux Néerlandais de régler la question de la Nouvelle-Guinée hollandaise. Après que Sukarno eut lancé en 1961 une campagne de « libération » de cette dernière, une période de conflit armé intermittent s'ouvrit entre Jakarta et La Haye, jusqu'à ce que les Néerlandais acceptent finalement en 1962 de céder le territoire à une administration intérimaire des Nations unies, qui la remit à l'Indonésie le 1^{er} mai 1963. On soulignera que cette intégration formelle à l'Indonésie eut l'effet de donner à l'Australie, pour la première et unique fois de son histoire, une frontière terrestre avec un pays asiatique, puisque Canberra administrera le territoire de la Papouasie Nouvelle-Guinée, jusqu'à ce que celle-ci obtienne complètement son indépendance en 1975.

Sukarno, entre 1963 et 1966, contre la Malaisie fraîchement formée mit véritablement en alerte Canberra contre les risques sécuritaires pouvant surgir de l'ombrageux grand voisin septentrional : les troupes australiennes furent stationnées dans les provinces malaises de Sabah et de Sarawak jusqu'à ce que les tensions s'apaisent en 1966²⁴.

A partir de la fin des années 1980, l'Australie, sous les gouvernements travaillistes de Hawke (1983-1991) et de Keating (1991-1996), décidait d'explorer plus avant les approches multilatérales de sécurité, « en envisageant les problèmes sécuritaires *avec* l'Asie, plutôt que *provenant* d'Asie »²⁵.

De l'époque des revendications indonésiennes sur la Papouasie occidentale, la défense de l'intégrité territoriale indonésienne prit « valeur de dogme pour Canberra »²⁶ – et ce, dans l'optique de sa propre sécurité. Même dans le contexte spécifique de la bipolarité et de l'alignement sur le « grand frère » américain, Canberra préféra toujours éviter de soutenir la division dans l'Archipel²⁷.

L'argument a constamment été rappelé par les autorités australiennes ; ainsi, dans le Livre Blanc du Ministère de la Défense publié en décembre 2000²⁸ :

« [N]otre [...] objectif est d'aider à la promotion de la stabilité, à l'intégrité et à la cohésion de notre voisinage immédiat, que nous partageons avec l'Indonésie, la

²⁴ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 98.

²⁵ C. SNYDER, « Southeast Asian Perceptions of Australia's Foreign Policy », *Contemporary Southeast Asia*, 2006, Vol. 28, n°2, p. 325.

²⁶ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 103.

²⁷ Durant les années 1950, la vie politique indonésienne fut marquée par de nombreuses rébellions séparatistes (par exemple, la proclamation en 1949, par une milice de jeunes musulmans, d'un « Etat islamique d'Indonésie », la constitution de la République des Moluques du sud [1950], ou encore des mouvements autonomistes au Sulawesi du nord et dans l'ouest de Sumatra en 1957), bien que le Gouvernement de Jakarta ait proclamé la création de l'« Etat unitaire de la République d'Indonésie » (août 1950). A l'époque de la « Confrontation » avec la Malaisie (1963-66), l'Indonésie bénéficiant de soutiens soviétiques et chinois, le camp occidental craignait qu'un nouveau front ne s'ouvre en l'Asie-Pacifique, et que les communistes y prennent durablement pied. Aussi, Washington soutenait-elle la fragmentation du pays pour affaiblir le régime de Sukarno, avec l'espoir que les nouveaux leaders, à Sumatra et au Sulawesi, se placeraient sous l'aile de la Maison Blanche. Bien que fidèle alliée de cette dernière, Canberra ne soutint jamais ce projet, craignant au contraire que rien ne garantisse que ces nouveaux petits Etats, détachés de la République indonésienne, ne deviennent à leur tour d'hostiles satellites communistes (*cf.* H. UMETSU, « The Impacts of Indonesia's Civil War and the US-Soviet Tug of War over Indonesia on Australia's Diplomacy Towards West New Guinea », *The Journal of Pacific History*, 2005, Vol.40/2, p. 175).

²⁸ Soit, avant les attentats de Bali de 2002 qui prirent pour cible des touristes australiens.

Nouvelle-Zélande, la Papouasie Nouvelle-Guinée²⁹, le Timor oriental et les pays insulaires du sud-ouest du Pacifique. Nous serions concernés par toute situation interne importante qui menacerait la stabilité et la cohésion de ces pays »³⁰.

Face à un Etat parfois décrit comme artificiel, à deux doigts de la balkanisation³¹, un contrôle serré de l'Archipel (où les facteurs ethniques et religieux sont divers) est important pour la sécurité territoriale de l'Australie³² ; une implosion de l'Indonésie serait un problème sécuritaire majeur pour Canberra.

²⁹ Ci-après, « PNG ».

³⁰ *Defence 2000, Our Future Defence Force*, Canberra, Commonwealth of Australia, 2000, pp. 30-31, <http://www.defence.gov.au/publications/wpaper2000.pdf> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

³¹ B. SINGH, *op. cit. supra*, note 17, p. 87 ; J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 3.

³² K. ISHIZUKA, « Australia's Policy towards East Timor », *The Round Table*, 2004, Vol. 93, No. 374, p. 272.

2. LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE EN MIROIR DE L'AUTOCRATIE : « DES NÉCESSITÉS GÉOPOLITIQUES AUX IMPÉRATIFS DÉMOCRATIQUES »³³

Parallèlement à la défense de l'intégrité territoriale indonésienne, la promotion, à partir du début des années 1950, d'un gouvernement stable et pro-occidental à Jakarta devint une priorité pour tous les gouvernements australiens, et le reste encore aujourd'hui à bien des égards.

Déjà à la fin de l'année 1949, le Cabinet Menzies (libéral-conservateur) (1949-1966) considérait que l'Indonésie était « la pierre angulaire de la stratégie pour stabiliser l'Asie du sud-est et l'«immuniser» contre le communisme »³⁴. Dès lors, de bonnes relations avec le grand voisin d'outre-Mer de Timor furent placées en priorité à l'agenda des décideurs australiens, tout en veillant à ce que le régime, à Jakarta, évite soigneusement de basculer du côté de l'axe Moscou-Pékin³⁵.

Les années 1960 ouvrant une « période de véritable condominium américano-soviétique à l'échelle mondiale »³⁶, la situation en Asie du sud-est fut largement influencée, à l'instar d'autres régions du monde, par la rivalité des deux superpuissances durant la Guerre Froide. Aussi, l'Australie, membre du club des démocraties occidentales, dû-elle adapter sa diplomatie aux « réalités des antagonismes » et à leurs « contradictions »³⁷. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Australie a toujours cherché à se concilier les bonnes grâces de Jakarta, même lorsque cette dernière sortait les griffes face à d'autres capitales occidentales (La Haye, Londres) ou assimilées (Kuala Lumpur) pourtant

³³ G. SIMPSON, « A Stone in Each Shoe: Australian Foreign Policy and East Timor », in P. PINTO LEITE (éd.), *The East Timor Problem and the Role of Europe*, Leiden, IPJET, 1998, p. 153.

³⁴ R. CHAUVEL, « Nearly a Full Circle: From Burton to Barwick. Australian Foreign Policy Towards Indonesia, 1942-62 », in J. LEGGE (éd.), *New Directions in Australian Foreign Policy: Australia and Indonesia 1945-50*, Clayton, Monash Asia Institute, 1997, cité chez S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 383. Nous soulignons.

³⁵ P. VAN DER ENG, « Konfrontasi and Australia's Aid to Indonesia during the 1960s », *Austr.Jnl.Pol.H.*, Vol. 55, 2009, p. 50 ; J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 37.

³⁶ E. REMACLE, *Histoire des relations internationales contemporaines, Vol. 2 – De l'ère de la décolonisation et de la guerre froide au moment unipolaire*, Bruxelles, PUB, 2005, p. 43.

³⁷ S. SUR, *Relations internationales*, 3^{ème} éd., Paris, Montchrestien, 2004, pp. 93-102.

« naturellement » alliée à Canberra. Celle-ci joua alors toujours l'apaisement diplomatique ou le soutien indirect – au travers d'une aide humanitaire ou d'une assistance civile – afin de ne jamais compromettre ses relations avec l'Archipel³⁸.

De même, en tant que puissance moyenne adepte de la diplomatie de niches³⁹, l'Australie n'a eu d'autre choix (à défaut d'une approche holistique à la façon des grandes puissances, aux moyens humains et matériels bien plus considérables⁴⁰) que de se focaliser sur des thèmes lui tenant à cœur : le développement, le libre-échange, les droits de l'Homme, la démocratie ou encore l'environnement⁴¹, bien que chacun de ces domaines ait souffert (ou souffre encore) d'entorses au nom d'alliances pragmatiques s'encombrant peu d'idéalisme⁴². Ainsi, l'Indonésie, durant la période de l'Ordre Nouveau établie sous Suharto (1967-1998), fut-elle souvent critiquée par les médias et l'opinion publique *aussis* pour les violations répétées des droits fondamentaux, mais, en tant qu'alliée de l'Occident dans la région, l'Indonésie resta un partenaire stratégique que Canberra se gardât bien de braquer par une rhétorique de « citoyen international irréprochable »⁴³.

³⁸ Même si, notons-le, durant l'épisode de la « Confrontation », l'opinion publique et les médias *aussis* étaient favorables à la cause de la Malaisie, et qu'au plus fort de la crise (à la fin de 1964), le Gouvernement australien se tenait prêt à activer un plan militaire pour se défendre face à une possible attaque indonésienne (cf. P. VAN DER ENG, *op. cit. supra*, note 35, pp. 53-54 et p. 59).

³⁹ A. PATIENCE, « Japan, Australia and Niche Diplomacy in the South Pacific », in J. A. CAMILLERI, L. MARSHALL, M. S. MICHAEL et M. T. SEIGEL (éd.), *Asia-Pacific Geopolitics. Hegemony vs. Human Security*, Cheltenham/Northampton, éd. Edward Elgar, 2007, pp. 149-150 ; F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 106 ; M. BEESON, *op. cit. supra*, note 4, pp. 563-564. Ce fut Tony Street, Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement libéral Fraser (1975-1983), qui accola pour la première fois publiquement « Australie » et « moyenne puissance », mais ce fut l'un de ses successeurs, le travailliste Gareth Evans, qui évoqua la *moyenne puissance australienne*, en prenant en considération les éléments suivants : le PIB, la taille de la population, les capacités militaires et la taille du pays, ainsi que la perception qu'ont de l'Australie les autres Etats (cf. A. PATIENCE, *loc. cit.*, p. 147 et note n°18), ce qui, à la base, n'a rien de bien caractéristique de la moyenne puissance, mais pourrait aussi être partagé par de grandes ou de petites puissances.

⁴⁰ J.-Cl. ALLAIN et R. FRANK, « La hiérarchie des puissances », in R. FRANK (s.l.d.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, p. 177 ; J. RAVENHILL, « Cycles of Middle Power Activism: Constraint and Choice in Australian and Canadian Foreign Policies », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol.52, N°3, 1998, p. 311 ; A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 149.

⁴¹ D. RUMLEY, « La géopolitique de l'ère régionale de l'Australie au XXI^e siècle », *Diplomatie, Affaires stratégiques et Relations internationales*, n°32, 2008, p. 73

⁴² F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 96.

⁴³ A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 150. Pour l'anecdote, les « petits arrangements » de l'Australie vis-à-vis de son voisin et partenaire indonésien ne sont pas un exemple unique. Ainsi, par rapport au « partenaire privilégié » américain, Canberra a-t-elle dû également temporiser, sur des dossiers pourtant au cœur de sa diplomatie, comme la protection de l'environnement, par exemple, la lutte contre l'impunité au niveau international ou la question du désarmement et de la non-prolifération ; sur cette question, voy. par

Durant toute la Guerre Froide, l’Australie – bien qu’à la pointe du combat, dans les enceintes multilatérales, pour défendre les droits de l’Homme – s’engagea auprès de l’Indonésie au prix d’un abandon des valeurs qu’elle tenait pour fondamentales⁴⁴, afin de se concilier Jakarta, qui « ne passait pour un modèle », mais plutôt pour « un allié nécessaire, un peu compromettant, difficilement réformable »⁴⁵. Pour les gouvernements australiens successifs, qu’ils soient libéraux-conservateurs ou travaillistes, peu importait en réalité que le régime à Jakarta bafouât les droits de l’Homme⁴⁶ : voir l’Indonésie choisir le camp occidental plutôt que soviétique était une « *bonne nouvelle* », qui allait donner de la stabilité à une région asiatique déjà secouée par la Guerre du Vietnam, et qui n’avait pas besoin de l’ouverture d’un nouveau front⁴⁷.

La fin de la Guerre Froide permit à cet égard à l’Australie de se débarrasser du « carcan de la bipolarité », et de mener une politique plus libre dans les critiques et les mises en garde vis-à-vis de l’Archipel⁴⁸.

La « parfaite » illustration de cette « diplomatie d’accommodement » s’est incarnée à cet égard dans la situation de deux provinces administrées non sans une certaine rudesse par Jakarta : le Timor oriental et la Papouasie occidentale (3). La question est intéressante, car elle permet de confronter Canberra et Jakarta sur l’un des points cardinaux de leur diplomatie : la non-immixtion dans leurs affaires intérieures respectives.

ex. M. HAMEL-GREEN, « Japan, Australia and the UN Disarmament Agenda », in J. A. CAMILLERI *et al.*, *op. cit. supra*, note 39, pp. 131-132 ; F. ARGOUNES, *Géopolitique de l’Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 114-115 ; M. BEESON, *op. cit. supra*, note 4, pp. 568-575 ; M. SUSSEX, « The impotence of being earnest ? Avoiding the pitfalls of ‘creative middle power diplomacy’ », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 65, N°5, 2011, pp. 548-558.

⁴⁴ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 40.

⁴⁵ J.-B. DUROSELLE et A. KASPI, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, 14^{ème} éd., Paris, Armand Colin, 2004, p. 532.

⁴⁶ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 192.

⁴⁷ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, pp. 98-99.

⁴⁸ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, pp. 187 et 200 ; M. BEESON, *op. cit. supra*, note 4, p. 565.

3. DU TIMOR ORIENTAL À LA PAPOUASIE OCCIDENTALE : PRÉSERVATION DES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES ET DES BONNES RELATIONS VS. RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX ET VALEURS RÉPUTÉES UNIVERSELLES

En 1975, l'Indonésie annexait le territoire est-timorais, ancienne possession portugaise en proie à l'instabilité. Historiquement, c'est parce que le Gouvernement Whitlam (1972-1975) était persuadé de la fragilité et de la dépendance d'un micro-Etat dans la région, qu'il a donné sa bénédiction à l'action de Jakarta⁴⁹, allant même jusqu'à être le seul Etat reconnaissant *de facto* (1978), puis *de jure* (1979) l'incorporation du Timor oriental à l'Indonésie⁵⁰, arguant de la « réalité du contrôle de l'Indonésie » sur ce dernier⁵¹. Aux dires de l'ambassadeur australien à Jakarta à cette époque, la plupart des Etats membres de l'ASEAN étaient vraiment préoccupés de voir un Timor oriental, alimenté par des armes soviétiques et approvisionné en conseillers russes, devenir « *le Cuba de l'Asie du sud-est* »⁵². L'Australie ferma les yeux sur l'intervention de Jakarta au Timor, « cautionnant le fait accompli »⁵³. Le refus de s'ingérer dans les affaires intérieures indonésiennes devint la règle gouvernementale à partir de cette époque⁵⁴, alors qu'au même moment, une réprobation très virulente montait dans l'opinion publique australienne⁵⁵, voire certaines voix s'élevaient au Département d'Etat face à l'abandon des valeurs cardinales de la diplomatie *aussie* que sont l'autodétermination et le rejet de la violence

⁴⁹ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 105. Le Ministre des Affaires Etrangères des Gouvernements travaillistes de la fin des années '80 et du début des années '90, le très pro-indonésien Gareth Evans, ira jusqu'à soutenir qu'« il était impossible pour le Timor oriental de devenir indépendant, car cela créerait un précédent qui pourrait conduire à la *désintégration de l'Indonésie* » (cité chez G. SIMPSON, *op. cit. supra*, note 33, p. 149 ; nous soulignons).

⁵⁰ J. MACKIE, « Australia and Indonesia », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 55, n°1, p. 136 ; A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 100 ; J.-B. DUROSELLE et A. KASPI, *op. cit. supra*, note 45, p. 535 ; J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, pp. 14 et 42.

⁵¹ C. R. SYMMONS, « The International Recognition Position Regarding the Purported Incorporation of East Timor into Indonesia », in P. PINTO LEITE (éd.), *op. cit. supra*, note 33, p. 212.

⁵² R. WOOLCOTT, *The Hot Seat: Reflections on Diplomacy from Stalin's Death to the Bali Bombings*, Sydney, Harper Collins, 2003, p. 145, cité par A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 99. Concernant l'implication de l'Ambassadeur Woolcott dans la question de l'occupation du Timor oriental, voy. J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, pp. 9-11 et 24-43.

⁵³ B. TOOHEY et M. WILKINSON, *The Book of Leaks*, Sydney, Angus & Robertson, 1987, p. 238, cité chez J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 41.

⁵⁴ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 104.

⁵⁵ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 189.

comme principe d'action des Etats⁵⁶. Cette période a amené, avec la publication des documents des années 1974-76 faisant référence à la crise est-timoraise, à s'interroger sur les tensions entre le pragmatisme et les principes, entre les intérêts nationaux et les valeurs morales⁵⁷. Le pragmatisme (« l'opportunisme », écrira même le Professeur Gerry Simpson⁵⁸) et les intérêts sur le long terme de l'Australie ont essentiellement conduit ses relations avec Jakarta durant les décennies '70 et '80⁵⁹. Toutefois, cette attitude était loin d'être unanimement partagée, qu'il s'agisse des divergences au sein des autorités australiennes⁶⁰ ou de la *vox populi*, qui était préoccupée par l'expansionnisme indonésien (déjà exprimé à l'époque de Sukarno vis-à-vis de la Nouvelle-Guinée occidentale et de la Malaisie)⁶¹. D'un autre côté, certains ont pointé la sagesse de Whitlam, qui, en ménageant son alter ego *betawi*, a prévenu toute entrée en guerre contre l'Indonésie – avec les conséquences que cela aurait pu avoir pour l'ensemble de la zone⁶².

Cependant, malgré une certaine complaisance australienne sous les gouvernements qui se succédèrent jusqu'au milieu des années '90, la question est-timoraise va rester une source de tensions entre les deux Etats. Ainsi, en 1991, l'Australie, comme d'autres pays, s'émut du massacre de Santa Cruz⁶³. L'opinion publique se montra particulièrement

⁵⁶ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 34.

⁵⁷ J. MACKIE, *op. cit. supra*, note 50, p.133.

⁵⁸ G. SIMPSON, *op. cit. supra*, note 33, p. 144. Nous soulignons.

⁵⁹ J. MACKIE, *op. cit. supra*, note 50, p. 138. Ainsi, on a pu soutenir que l'intérêt stratégique de l'Australie était de ne pas s'opposer à l'occupation indonésienne du Timor oriental, en contrepartie de la conclusion d'un accord énergétique avec Jakarta (le *Timor Gap Treaty*) pour faire exploiter, dans la « nouvelle » province, le pétrole timorais par des compagnies australiennes (*cf.* N. CHOMSKY, « The Great Powers and Human Rights: the Case of East Timor », in P. PINTO LEITE (éd.), *op. cit. supra*, note 33, p. 60 et n. 39 ; G. SIMPSON, *op. cit. supra*, note 33, pp. 144-146). Notons aussi que Canberra a su conserver sa ligne « réaliste pragmatique » une fois l'indépendance du Timor établie : l'une des premières mesures de Dili fut de signer avec Canberra un traité de délimitation maritime, ainsi qu'un accord d'exploitation des ressources pétrolières du nouvel Etat (J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, pp. 102-109), tandis qu'à partir de l'an 2000, dans son Livre Blanc, le Ministère de la Défense australien tenait pour une priorité l'implication de Canberra dans la stabilité et la sécurité du Timor-Leste (*Defence 2000, Our Future Defence Force, op. cit. supra*, note 30, pp. 21-22 et 44).

⁶⁰ Alors que le Ministère de la Défense plaidait plutôt de soutenir l'idée d'un territoire timorais indépendant, les Affaires Étrangères continuaient de soutenir que l'incorporation du Timor à l'Indonésie jouait en l'avantage de Canberra (*cf.* A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, pp. 99-100).

⁶¹ *Ibid.*, p. 100.

⁶² J. MACKIE, *op. cit. supra*, note 50, p. 138.

⁶³ Le 12 novembre 1991, lors d'une procession funéraire en hommage à un indépendantiste tué par l'armée indonésienne, des protestataires arborèrent des drapeaux est-timorais et narguèrent la police et les militaires présents le long du défilé. Malgré la volonté d'une manifestation pacifique, les esprits s'échauffèrent. Une fois arrivés au cimetière de Santa Cruz, à Dili, l'armée commença à tirer sur la foule ; plus de 250 personnes

critique envers la situation au Timor oriental, et les médias australiens ne cachèrent pas non plus leur animosité, ce qui agaça le régime de Suharto⁶⁴, d'autant que dans l'immédiat intervalle, le Premier Ministre Bob Hawke demanda qu'une commission d'enquête internationale fasse la lumière sur le massacre⁶⁵. Malgré tout, l'Australie resta déterminée à entretenir de bonnes relations avec l'Archipel. A la fois symbole et paradoxe⁶⁶ d'une diplomatie d'équilibriste façonnée aux contingences de la Guerre Froide : quand l'Australie, généralement défenderesse des droits de l'Homme, préférait garder le silence sur les outrances de son partenaire indonésien⁶⁷, le Canada – autre « *pays frère de l'anglosphère* » tout aussi à la pointe du combat pour les droits fondamentaux mais n'entretenant pas les mêmes affinités économiques et sécuritaires avec Jakarta – ne se priva pas, lui, de dénoncer les exactions commises par le régime d'Ordre Nouveau⁶⁸.

Alors que le Premier Ministre Bob Hawke n'accordait qu'un intérêt limité à l'Indonésie, son successeur, Paul Keating, décida de nouer des liens plus cordiaux avec Jakarta. Pour le nouveau chef du Gouvernement :

« *[A]ucun pays n'est plus important pour l'Australie que l'Indonésie. Si nous avions échoué à établir une relation correcte, à la nourrir et à la développer, l'ensemble de notre réseau de relations internationales aurait été incomplet* »⁶⁹.

Soutenant que l'édification du régime d'Ordre Nouveau était « *le plus grand bénéfice stratégique de l'Australie depuis la Seconde Guerre Mondiale* », Keating déclara aussi que grâce à ses efforts pour développer les questions socio-économiques via des organisations régionales en Asie du sud-est, l'Indonésie avait évité aux Australiens « *trois*

furent tuées. La scène fut filmée par des journalistes occidentaux ; leur reportage, ainsi que leurs témoignages, firent écho dans le reste du monde.

⁶⁴ D'ailleurs, dans un discours, Ali Alalas, longtemps Ministre des Affaires Etrangères indonésien, dénonça « la négativité constante de la presse australienne » à l'encontre de son pays (voy. A. SMITH, *Australia-Indonesia Relations: Getting Beyond East Timor*, Honolulu, Asia-Pacific Center for Security Studies, 2004, p. 3).

⁶⁵ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 198.

⁶⁶ Le mot est du Professeur Simpson (*loc. cit. supra*, note 33, p. 150).

⁶⁷ N. CHOMSKY, *op. cit. supra*, note 59, p. 42.

⁶⁸ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 198.

⁶⁹ P. KEATING, *Engagement : Australia Faces the Asia Pacific*, Sydney, Pan McMillan, 2000, p. 126, cité par J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 44. Nous soulignons.

décennies d'incertitude, de peur et très certainement de plus massives dépenses en matière de défense »⁷⁰. A cette époque, pour Canberra, la libéralisation économique amenée par l'Ordre Nouveau ne pouvait qu'amener, sur le long terme, une libéralisation politique⁷¹.

Si les relations qu'entretenaient Keating et son Ministre des Affaires Etrangères Gareth Evans avec l'Indonésie et ses dirigeants étaient très fortes, ce fut moins le cas avec le nouveau Premier Ministre, John Howard (1996-2007), qui sera confronté à une série d'événements politiques métamorphosant l'Archipel. Sa tâche ne fut d'ailleurs pas aisée : crise économique et financière en Asie du sud-est menant à la chute de Suharto en 1998⁷², montée de mouvements populaires réclamant des réformes démocratiques dans les institutions politiques, indépendance du Timor oriental, multiplication des conflits ethniques et religieux, pression pour une décentralisation, et changement fréquent de leadership à Jakarta, rendirent sa diplomatie difficile à mener⁷³. De plus, Howard devait également faire face à une opinion publique australienne de plus en plus critique vis-à-vis de Jakarta, notamment quant aux exactions commises par les forces indonésiennes au Timor. Dans une lettre à B.J. Habibie, Président en intérim de l'Indonésie qui avait succédé à Suharto, Howard demandait de mettre en place un référendum au Timor oriental. Il soulignait néanmoins que sa préférence « n'était pas d'avoir un Timor oriental indépendant, mais que celui-ci reste en Indonésie »⁷⁴. S'il devait y avoir indépendance, c'eut été de manière progressive, le Premier Ministre australien encourageant ses homologues « à considérer une période d'autonomie pour le Timor oriental, suivie éventuellement d'un acte

⁷⁰ P. KEATING, *ibid.*, cité par A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 101. Nous soulignons. Voy. aussi G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9.

⁷¹ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 44.

⁷² Le Professeur Nagels parlera même d'« Hiroshima social » en Indonésie (J. NAGELS, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000, p. 558).

⁷³ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 118.

⁷⁴ J. DUNN, « East Timor and the Arc of Instability », in D. RUMLEY *et al.* (s.l.d.), *op. cit. supra*, note 17, p. 106. C'était là la position privilégiée par Canberra depuis la fin de la Guerre Froide : une sorte d'autodétermination exercée sous souveraineté indonésienne – ce qui revenait à calquer, note non sans ironie un auteur, « l'autodétermination du Tibet sous souveraineté chinoise » (*cf.* G. SIMPSON, *op. cit. supra*, note 33, p. 150).

d'autodétermination »⁷⁵. En janvier 1999, Habibie décida de mener ce référendum, pour savoir si les habitants de la province est-timoraise souhaitaient l'indépendance ou préféreraient rester sous l'aile indonésienne. « Habibie, comme la plupart du public indonésien, avait cru dans un résultat favorable, ayant été influencé par une information erronée sur les opinions au Timor oriental »⁷⁶ ; or, 78,5% des votants rejetèrent l'idée de rester une province indonésienne, malgré l'intimidation importante de l'armée nationale et de milices pro-indonésiennes. Comme le souligne Jamie Mackie, « le vote dominant pour l'indépendance en août 1999 démontre définitivement à quel point le support envers la présence indonésienne n'a rien gagné en un quart de siècle »⁷⁷. La région fut ensuite mise à feu et à sang par des milices pro-indonésiennes.

Cette situation entraîna une rupture dans la politique australienne menée jusque-là. En effet, lorsque les troupes indonésiennes débarquèrent au Timor après la déclaration d'indépendance, le Gouvernement Howard commença à encourager ses alliés et voisins à créer une force internationale de maintien de la paix, l'INTERFET (Force Internationale au Timor oriental). On y retrouve notamment la Nouvelle-Zélande (qui fournit le deuxième plus gros contingent de troupes après l'Australie), ainsi que la Malaisie ou les Philippines. L'Île-Continent va dès lors jouer un rôle-clé dans l'intervention internationale, prenant le leadership, mettant à disposition les infrastructures nécessaires, et offrant le plus important contingent de troupes⁷⁸. A ce moment précis, les relations avec l'Archipel sont au fond du gouffre : « quatre décennies d'effort pour construire et établir les fondations d'une relation avec un voisin différent à quasiment tous les égards, disparues en seulement quelques jours », note un spécialiste⁷⁹.

⁷⁵ N. WHEELER et T. DUNNE, « East Timor and the New Humanitarian Interventionism », *International Affairs*, 2001, Vol. 77, n°4, p. 812.

⁷⁶ A. SMITH, *op. cit. supra*, note 64, p. 3.

⁷⁷ J. MACKIE, *op. cit. supra*, note 50, p. 138.

⁷⁸ N. WHEELER et T. DUNNE, *op. cit. supra*, note 75, p. 806.

⁷⁹ G. WOODARD, « Australia's Foreign Policy after Timor », *International Journal*, 1999/2000, vol. 55, n°1, p. 7.

Au terme de cette crise, un sentiment nationaliste méfiant vis-à-vis de l’Australie va se développer, en regard, en Indonésie. Certains y virent là une tentative de disséquer l’Archipel, alors que, précisément, Canberra a toujours fait en sorte de défendre, on l’a écrit plus haut, l’intégrité territoriale de son grand voisin. Malgré une bonne volonté et un activisme censés prouver le contraire, Canberra ne parvint jamais vraiment à dissiper cette impression⁸⁰.

Avec le Timor oriental, la question de la Papouasie occidentale fut l’autre point de tension majeur entre les deux pays⁸¹.

Il s’agissait ici d’un enjeu qui remontait à l’indépendance indonésienne à la fin des années 1940. Du côté de Canberra, on a été longtemps hostile à un transfert de souveraineté des Pays-Bas vers l’Indonésie⁸², d’une part parce qu’on y considérait l’île de Nouvelle-Guinée dans son ensemble comme un « bouclier protecteur » pour l’Australie par rapport aux menaces venant du nord, mais aussi parce que l’appropriation de la Nouvelle-Guinée hollandaise par Jakarta sonnerait comme un risque d’expansionnisme indonésien dans toute la région⁸³. Le Gouvernement libéral-conservateur de Robert Menzies, en place à partir de décembre 1949, considéra que la question de la Papouasie occidentale était l’un des facteurs-clés dans la relation avec Jakarta, mais aussi un exercice diplomatique des plus délicats, parce que soutenir le maintien des Néerlandais en Papouasie occidentale et assurer en même temps des relations amicales avec les Indonésiens s’avéraient des postures incompatibles⁸⁴. Aussi, alors qu’entre décembre 1949 et août 1962, Canberra avait appuyé les prétentions de La Haye en Nouvelle-Guinée occidentale⁸⁵, le Cabinet Menzies fit volte-

⁸⁰ C’est d’ailleurs à partir de ce moment qu’en terme d’électorat national, « il n’y a rien à gagner à se montrer pro-Australien ; par contre, il y a beaucoup de voix à engranger en “tapant” sur l’Australie » (*cf.*, à propos de la « crise des écoutes » qui atteint son acmé en 2014-2015 – et sur laquelle on reviendra plus loin –, P. HARTCHER, « Just between frenemies », *The Sydney Morning Herald*, 23 novembre 2013, <http://www.smh.com.au/federal-politics/political-opinion/just-between-frenemies-20131122-2y1f5.html> – dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

⁸¹ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p.334.

⁸² *Cf. supra*, note 23.

⁸³ *Cf.* H. UMETSU, *op. cit. supra*, note 27, p. 171.

⁸⁴ P. VAN DER ENG, *op. cit. supra*, note 35, p. 50.

⁸⁵ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 8.

face, tandis que montait l'animosité indonésienne à l'encontre de l'occupant batave, et, jusqu'au transfert de souveraineté en 1963, appuya avec son allié américain l'abandon de leur colonie pacifique par les Néerlandais⁸⁶. Cependant, aux fins de garantir la sécurité australienne face à d'éventuelles représailles armées du régime Sukarno, Canberra plaida-t-elle à la fois pour une plus grande implication étatsunienne dans la région Asie-Pacifique, mais aussi « pour y garantir la présence coloniale des Etats occidentaux »⁸⁷.

Le sujet papou resta ensuite en sommeil pendant une trentaine d'année, éclipsé par le point plus chaud que représentait le Timor. Cependant, l'indépendance du précédent couplée à la revivification des théories de la bonne gouvernance qui se manifesta au début du XXI^{ème} siècle sous le Gouvernement Howard, permirent de braquer la loupe des opinions *aussie* et indonésienne sur la province ouest-papoue⁸⁸. Prenant prétexte de la situation difficile d'une majorité papoue aspirant à l'indépendance vis-à-vis de Jakarta, des représentants de l'Eglise catholique, d'ONG et d'associations de protections des droits de l'Homme se firent entendre en Australie. En miroir de cette activité domestique, l'arrivée de demandeurs d'asile papous, fuyant les répressions indonésiennes en 2006, a focalisé le débat sur la question du traitement de la population autochtone dans cette partie de la Nouvelle-Guinée intégrée, on l'a vu, un demi-siècle plus tôt à l'Indonésie. Les autorités *aussies*, en application de la Convention des Nations Unies de 1951 sur les réfugiés, leur accordèrent le statut de réfugiés, alors qu'une intervention du Président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono insistait pour leur retour en Indonésie, où il garantissait en personne la protection de leur intégrité physique. En réaction à la décision australienne, Jakarta rappela son ambassadeur en Australie, situation qui ne s'était jamais produite, même

⁸⁶ P. VAN DER ENG, *op. cit. supra*, note 35, pp. 49-50.

⁸⁷ H. UMETSU, *op. cit. supra*, note 27, p. 173.

⁸⁸ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 112.

pendant une période de tensions certaines, comme ce fut le cas durant les incidents au Timor oriental⁸⁹.

La question de la Papouasie occidentale est un sujet très sensible dans l'Archipel, où les autorités croient que l'Australie cherche à menacer l'intégrité territoriale en soutenant un sentiment indépendantiste relativement affirmé⁹⁰. Pourtant, l'Australie a toujours traditionnellement défendu l'Indonésie dans sa politique en province papoue⁹¹ : malgré les accusations de Jakarta, elle n'y a supporté ni les revendications des ONG pour un référendum, ni les indépendantistes. Comme le rappelle Keith Suter :

« [I]l est beaucoup plus pratique pour Canberra de négocier politiquement et économiquement avec un seul gouvernement plutôt qu'avec une pléthore, répartie sur une multitude d'îles »⁹².

Politiquement et économiquement, de petits Etats insulaires seraient en effet plus vulnérables face à une pression extérieure et une intervention⁹³. De plus, si la Papouasie occidentale devenait indépendante, ce serait un précédent néfaste pour le reste de l'Indonésie. L'Australie ne compare d'ailleurs pas la situation avec celle du Timor oriental. Le premier fut *envahi* par l'Indonésie, sans reconnaissance par l'ONU⁹⁴, tandis que la Papouasie occidentale fait quant à elle partie de l'Indonésie suite à l'*Act of Free Choice* de 1969. Ce document a été présenté par l'Indonésie comme un « *plébiscite en faveur de l'intégration de la Papouasie occidentale à son territoire* ». Pourtant, seuls 1025 chefs de tribus, triés sur le volet par les Indonésiens et sous l'emprise de la menace, ont voté celui-

⁸⁹ *Ibidem*. Notons qu'en lien avec la situation de crise actuelle provoquée par les écoutes téléphoniques de certaines personnalités indonésiennes (cf. développements *infra*, point I, 5), l'ambassadeur indonésien a aussi été rappelé à Jakarta en novembre 2013.

⁹⁰ Ainsi, par exemple, deux ministres de la Défense successifs, sous la présidence d'Abdurrahman Wahid (1999-2001), qualifièrent ouvertement l'Australie de « menace pour la cohésion nationale, notamment pour le cas de la Papouasie » (A. SMITH, *op. cit. supra*, note 64, p. 4).

⁹¹ K. SUTER, « West Papua: Indonesia's 26th province or Australia's new neighbor? », in D. RUMLEY *et al.* (s.l.d.), *op. cit. supra*, note 17, p. 120. Ce qui vaudra à la diplomatie *aussie* d'être critiquée par des académiques la jugeant trop complaisante vis-à-vis des autorités indonésiennes (cf. F.K. KALIDJERNIH, *op. cit. supra*, note 18, p. 84).

⁹² K. SUTER, *op. cit. supra*, note 91, p. 120.

⁹³ *Ibidem*.

⁹⁴ J. SALMON et E. DAVID, *Droit des gens, Tome III – Les relations amicales*, 17^{ème} éd., 2001-2002, Bruxelles, PUB, pp. 605-606.

ci. Pour cette raison, les indépendantistes jugent ce référendum comme n'ayant aucune valeur légale⁹⁵. Sur le dossier papou, l'Australie souligne sa volonté de non-ingérence dans les affaires intérieures de son grand voisin⁹⁶, alors qu'ironiquement, l'Indonésie se montre suspicieuse vis-à-vis de Canberra, réalisant un amalgame entre les positions d'ONG *aussies* et celles du Gouvernement australien. En effet, les ONG australiennes actives dans la région remettent en cause l'*Act of Free Choice* et prônent un référendum d'auto-détermination. Bien que soutenant l'indépendance de la province papoue, ces ONG reçoivent des fonds de la part du Gouvernement australien. Le souvenir du Timor oriental, couplé à la relation qu'a longtemps entretenue l'Australie avec les populations mélanésiennes de PNG, alimente également cette suspicion. Les interviews ou conférences de dissidents ouest-papous autorisés à circuler en Australie, irritent également Jakarta⁹⁷. La moindre action de Canberra nourrit les appréhensions des Indonésiens. Et de l'autre côté, les Papous critiquent l'Australie pour sa passivité. La question de la Papouasie occidentale n'est cependant pas purement indonésienne : il y a un risque que les problèmes en Papouasie occidentale s'étendent à la PNG et à l'Australie. « Il est donc dans l'intérêt à long-terme de l'Australie, note Suter, d'être plus proactive dans les affaires ouest-papoues, pour tuer le problème dans l'œuf »⁹⁸. Pour Robertson,

« [L]'entièreté de la question de l'indépendance de la Papouasie occidentale est vraisemblablement capable d'exercer une large pression sur les relations australo-indonésiennes dans les années à venir si le Gouvernement [australien] n'arrive pas à mener une politique cohérente pour résoudre la question. Dans cette situation, la question des demandeurs d'asile ayant obtenu un visa n'est que la partie émergée de l'iceberg »⁹⁹.

⁹⁵ K. SUTER, *op. cit. supra*, note 91, p. 115.

⁹⁶ Une controverse au sein des chercheurs sur les questions de la politique australienne vis-à-vis de la Papouasie occidentale pointe qu'une intervention devrait être considérée si l'on assistait, du côté de Jakarta, à une politique génocidaire délibérée. Or, il est cyniquement remarqué que les Papous ne sont victimes « *que* » de violations sévères de leurs droits fondamentaux, *pas* d'une épuration ethnique... (Pour davantage de détails sur les positions académiques en la matière, voy. F.K. KALIDJERNIH, *op. cit. supra*, note 18, pp. 85-86).

⁹⁷ K. SUTER, *op. cit. supra*, note 91, p. 123.

⁹⁸ *Ibid*, p. 126.

⁹⁹ A. ROBERTSON, « Australia's Position in Asia: Closer Than Ever », *Policy*, 2006, Vol. 22, n° 2, p. 30-31.

4. LA RELATION AUX PRISES AVEC LES « NOUVEAUX RISQUES SÉCURITAIRES INTERNATIONAUX »

Le changement sécuritaire qui se produisit en Australie au début des années 2000 a surtout montré que Canberra craignait les « nouvelles » formes d’insécurité pouvant émerger des plus petits voisins insulaires (Timor-Leste, PNG, Fidji, Îles Salomon¹⁰⁰, etc.), telles que les migrations incontrôlées, le trafic d’êtres humains, les risques sanitaires ou encore les problèmes environnementaux engendrant l’afflux probable de réfugiés « climatiques ». Ceci était d’autant plus vrai dans l’esprit des leaders australiens de l’époque (à commencer par le Premier Ministre Howard et son Chef de la diplomatie Alexander Downer) que les États envisagés étaient suspectés d’être « *faillis* », ne pouvant dès lors plus faire face à leurs problèmes de gouvernance, et amenés à devenir de potentiels sanctuaires pour les terroristes¹⁰¹. A titre d’exemple, le Livre Blanc australien de la Défense 2013 n’est rien d’autre qu’une réaffirmation, par Canberra, de sa volonté de lutter contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, de veiller à la garantie de la stabilité chez ses voisins proches (Timor-Leste, îles du Pacifique et même... Indonésie)¹⁰², en soulignant les changements importants d’ordre socio-économique se produisant chez ses principaux partenaires (en ce compris Jakarta)¹⁰³.

L’Indonésie, loin d’être en fait rassurée de constater que les critiques australiennes de « *bon pater familias* » se détournent d’elle, a vu au contraire avec une certaine angoisse

¹⁰⁰ Pour un cas concret de préoccupation australienne vis-à-vis de l’un de ses petits voisins insulaires, cf. M. G. MORGAN et A. McLEOD, « Have we failed our neighbour ? », *Aust.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 60, N°3, 2006, pp. 412-428 (sp. pp. 422-425).

¹⁰¹ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, pp. 112-113 ; F. ARGOUNES, « Une arrogance australienne au miroir de son voisinage. “OZ is Threatening you ?” », Communication au Congrès de l’Association française de Science Politique (AFSP), 2007, <http://www.afsp.msh-paris.fr/congres2007/tables rondes/textes /tr6sess 2argounes.pdf> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015), pp. 4-5. ; *Idem*, *Géopolitique de l’Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 116-121 ; P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 118 ; C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, pp. 323-325.

¹⁰² G. COULON, « L’Australie dans le siècle asiatique », *Revue internationale et stratégique*, 2012/4, n°88, p. 21.

¹⁰³ *Australian Defence White Paper 2013*, Australian Government – Department of Defence, § 1.1 (p. 1) et §§ 3.26-3.29 (p. 27), http://www.defence.gov.au/whitepaper2013/docs/WP_2013_web.pdf (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

Canberra ressortir la carte de la « bonne gouvernance », afin de l'appliquer notamment à la PNG, au risque, par effet de ricochet, que ce discours « droit-de-l'homme » et responsabilisant ne déborde sur la Papouasie occidentale indonésienne, en y contestant la gestion de Jakarta¹⁰⁴.

La question des réfugiés est un autre point de frictions entre les deux pays. Ainsi, alors que les relations semblaient s'améliorer avec la rencontre à Jakarta entre Howard et la nouvelle Présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri (2001-2004), le refus par Canberra d'accueillir, en 2001, sur son territoire des migrants sans papier ayant chaviré dans leur périple pour l'Australie, provoqua de nouveaux remous entre les deux Etats¹⁰⁵. La situation a également permis de mettre en lumière le nombre croissant de réfugiés – notamment irakiens, afghans ou tamouls – passant par les eaux archipélagiques indonésiennes¹⁰⁶ pour chercher à s'établir en Australie, l'incapacité corrélative de l'Indonésie d'empêcher ceux-ci de rentrer ou de sortir de son territoire, et une politique *aussie* jugée frileuse, voire « inhumaine », envers des demandeurs d'asile que les autorités font tout pour renvoyer dans leurs pays d'origine¹⁰⁷.

Les tensions entre les deux pays (et, plus généralement, les tensions avec les voisins de l'Australie dans le sud-est asiatique) se sont encore exacerbées lorsque le Gouvernement

¹⁰⁴ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 113.

¹⁰⁵ M. MALLEY, « Indonesia in 2001: Restoring Stability in Jakarta », *Asian Survey*, 2002, Vol. 42, n°1, p. 131 ; D. RUMLEY, *op. cit. supra*, note 41, pp. 77-78.

¹⁰⁶ R. CHAUVEL, « Papua and the Security Cooperation Treaty with Indonesia », APSNet Policy Forum, 18 décembre 2006, <http://nautilus.org/apsnet/0636a-chauvel-html/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015) ; P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 118.

¹⁰⁷ En août 2001, les autorités fédérales refusèrent de laisser accoster le cargo norvégien « Tampa », qui avait porté secours à plus de 400 réfugiés (majoritairement afghans, sri lankais et pakistanais) rescapés du naufrage d'un ferry indonésien. Canberra alla même jusqu'à envoyer un commando d'élite à l'abordage du navire, après que le capitaine eut pénétré dans les eaux territoriales australiennes et se rapproché des îles Christmas, où se trouve un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (*cf.* le compte rendu complet et critique des événements sur : <http://australie-recherche.univ-lr.fr/page28einfo/page28e06tampa/page28e06tampaboat.htm> – dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Sur la politique relative aux demandeurs d'asile, *cf.* F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 41-42. Compte tenu de la ligne dure que le Cabinet Abbott (2013-2015) a adopté concernant la politique d'asile aux réfugiés – en ce compris, bien évidemment, ceux en provenance de l'Archipel – certains (parmi l'opposition travailliste, notamment) ont pointé qu'un regain de tensions serait dès lors à prévoir sur cette question avec Jakarta (*cf.* M. MCDONALD, « Issues in Australian Foreign Policy – January to June 2013 », *Austr.Jnl.Pol.H.*, Vol. 59, N° 4, 2013, p. 616). Et en effet – nous le verrons plus loin – ce fut bien le cas...

Howard refusa de signer le Traité ASEAN d'Amitié et de Coopération (TAC) en 2004¹⁰⁸, et lorsqu'en décembre de la même année, celui-là annonça son intention d'établir une « zone d'identification maritime » de 1.000 milles nautiques dans laquelle Canberra exigeait que tout navire se dirigeant vers les eaux australiennes (jusque dans la zone économique exclusive) délivre des informations aussi diverses que l'identité de ses passagers et de son équipage, la nature de sa cargaison ou sa destination, contrevenant ainsi aux règles du droit international de la mer telles que les définit la Convention de Montego Bay¹⁰⁹. Pour Jakarta, l'établissement de cette « zone de sécurité *aussie* » apparaissait clairement comme une violation de sa souveraineté territoriale¹¹⁰. Suite aux virulentes critiques de tous ses voisins, l'Australie abandonna l'année suivante la terminologie de « zone d'identification maritime », pour inclure le concept dans un ensemble plus large et davantage axé sur la surveillance et la protection maritime en collaboration avec les autres Etats, que sur la coercition et le contrôle des navires étrangers : le *Système* d'Identification Maritime Australien (AMIS), qui vise avant tout à collecter, rassembler, emmagasiner,

¹⁰⁸ Canberra sera finalement amenée à apposer sa signature au traité, comme précondition à sa participation au Sommet de l'Asie Orientale (SAO) en Malaisie, en décembre 2005. Notons par ailleurs que l'émergence du SAO a surtout été motivée par les inquiétudes des pays asiatiques, qui redoutaient « une éventuelle domination économique et géopolitique des pays occidentaux après la fin de la Guerre Froide » (D. RUMLEY, *op. cit. supra*, note 41, p. 75).

¹⁰⁹ Conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer de 1982 (dite « de Montego Bay »), un Etat peut adopter certaines dispositions pour s'informer de la nature de la cargaison d'un navire qui traverserait sa mer territoriale, suspendant temporairement son passage s'il s'avérait que ce dernier n'était pas « inoffensif » pour la souveraineté ou la sécurité de l'Etat en question (art. 17 et 18). De même, un Etat côtier peut adopter une série de lois et règlements, en conformité avec le droit international, afin d'assurer la sécurité de ses eaux et d'y garantir le trafic maritime (art. 21). En outre, l'Etat côtier ne doit pas entraver le passage inoffensif des navires étrangers dans sa mer territoriale. Notamment, il ne doit ni imposer aux navires étrangers des obligations ayant pour effet d'empêcher ou de restreindre l'exercice du droit de passage inoffensif de ces derniers ; ni exercer de discrimination de droit ou de fait contre les navires d'un Etat déterminé ou les navires transportant des marchandises en provenance ou à destination d'un Etat déterminé ou pour le compte d'un Etat déterminé (art. 24, §1^{er}). Quoi qu'il en soit, ces mesures de contrôle ne peuvent s'effectuer que dans la mer territoriale et dans la zone contiguë à celle-ci, au maximum à 24 milles nautiques des côtes de l'Etat riverain. Or, dans une zone de 1.000 milles nautiques des côtes, le régime juridique est celui de la haute mer, où les navires battant pavillon d'un Etat X ne peuvent être arraisonnés et contrôlés que par les autorités de cet Etat X, hors exceptions prévues par l'art. 92 de la Convention de Montego Bay (actes de piraterie, traite des êtres humains, pollution, etc.), ce que n'envisageait pas la législation australienne contestée (*cf.* le texte de la Convention à l'adresse <http://www.un.org/french/law/los/unclos/preamble.htm> – dernièrement consulté le 3 octobre 2015 ; NGUYEN Q.D., P. DAILLIER et A. PELLET, *Droit international public*, 6^{ème} éd., Paris, L.G.D.J. 1999, pp. 1111-18, n°674-77 et pp. 1145-59, n°693-98).

¹¹⁰ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 330.

analyser et redistribuer toute information pertinente à la détection, au traçage et à l'évaluation du risque de navires opérant ou approchant des eaux australiennes¹¹¹.

On le voit, tant le recours à un discours idéologique de « bonne gouvernance », que la question des demandeurs d'asile ou du renforcement des mesures sécuritaires par Canberra, mais aussi, plus tard, la participation de l'Australie à l'intervention en Afghanistan et en Irak, « en suiveur des Etats-Unis », ont plombé les relations entre les deux pays¹¹². Toutefois, en dépit de ces difficultés, des domaines de coopération ont permis aux deux voisins de « sauver les meubles ». Ainsi, au niveau diplomatique, le Président indonésien Wahid mena une visite d'Etat à Canberra en 2001, visite qui avait tout d'un symbole : c'était la première d'un chef d'Etat indonésien depuis 1975¹¹³.

La coopération dans la lutte contre le terrorisme est un autre champ d'action permettant à Canberra et à Jakarta de collaborer sans trop d'appréhension. Le 12 octobre 2002, un attentat à Bali tuait une centaine d'Australiens. L'évènement, ressenti comme une tragédie nationale, renforça la volonté australienne de s'attaquer au terrorisme dans la région¹¹⁴. Quand, en conséquence, le Gouvernement australien déconseilla à ses ressortissants certaines zones en Indonésie, les médias de l'Archipel y virent une sorte d'atteinte à l'industrie du tourisme dans le pays. Pourtant, la lutte contre le terrorisme ne créa pas de nouveau fossé entre les deux pays ; ce fut plutôt l'inverse qui se produisit. Jakarta se rendit compte de l'importance du problème ; il en allait aussi de son intérêt de ne pas laisser des cellules djihadistes pulluler sur son territoire. Dès lors, les relations entre les deux voisins commencèrent lentement à s'améliorer après les attentats de Bali, quand les forces de police et les renseignements australiens et indonésiens coopérèrent dans

¹¹¹ Australian Government, Border Protection Command, Australian Maritime Information Fusion Centre, <http://www.bpc.gov.au/site/page5783.asp> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Sur la controverse juridique, voy. également N. KLEIN, *Maritime Security and the Law of the Sea*, New York, O.U.P., 2011, pp. 59-60 ; *Idem*, « Legal Implications Of Australia's Maritime Identification System », *I.C.L.Q.*, Vol. 55, 2006, pp 339-340.

¹¹² M. WESLEY, *The Howard Paradox. Australian Diplomacy in Asia, 1996–2006*, Sydney, ABC Books, 2007, p. 101, cité par P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 119.

¹¹³ M. MALLEY, *op. cit. supra*, note 105, p. 130-131.

¹¹⁴ A. SMITH, *op. cit. supra*, note 64, p. 5 ; C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 324

l'enquête et les poursuites envers les auteurs¹¹⁵. Une même coopération eut lieu après les attentats contre l'ambassade australienne à Jakarta en 2004, et les attentats en 2005 à Kuta et à Jimbaran, à nouveau sur l'île de Bali.

Un autre domaine permettant l'amélioration des relations est le programme d'aide humanitaire ; c'est là un point-clé de la relation. « Le schéma de l'aide australienne reflète ces préoccupations souvent affirmées [par Canberra] pour la stabilité et la bonne gouvernance chez ses voisins proches »¹¹⁶. Les buts de l'aide au développement australienne en Indonésie sont de « réduire la pauvreté, aider à la relance économique et accélérer la démocratisation en Indonésie »¹¹⁷. L'illustration la plus mémorable de cette assistance se produisit après le tsunami de 2004 et le tremblement de terre à Java en 2006. La décision du Gouvernement *aussie* de donner si généreusement a été un facteur décisif dans un renforcement accéléré des liens entre l'Île-Continent et l'Archipel, démontrant la sérieuse volonté de la première de porter assistance au second dans les moments les plus sombres¹¹⁸. Comme le souligne toutefois avec ironie Craig Snyder,

« [I]l est préoccupant que des améliorations dans les relations australo-indonésiennes ne surviennent qu'après des attaques terroristes qui ont tué des milliers de civils et après un désastre naturel qui a tué des centaines de milliers d'Indonésiens »¹¹⁹.

5. UN CADRE DE COOPÉRATION STRUCTURÉ

La sécurité de l'Australie, dans son aire Asie-Pacifique, a traditionnellement balancé depuis la fin du second conflit mondial entre deux approches concurrentes, l'une essayant

¹¹⁵ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 334.

¹¹⁶ A. SMITH, *op. cit. supra*, note 64, p. 6.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ A. ROBERTSON, *op. cit. supra*, note 99, p. 29.

¹¹⁹ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 335.

d'assurer sa protection face aux dangers que pourrait potentiellement receler la région, et l'autre tâchant une plus grande intégration militaire et de sécurité dans la zone¹²⁰.

La première approche fit florès jusqu'au milieu des années 1990 ; trois accords bilatéraux permirent par ailleurs l'établissement d'un cadre structuré à l'approche de sécurité et de défense entre les deux pays.

Le premier de ces cadres date de la fin des années 1960, lorsque le Gouvernement australien souligna l'importance d'un partenariat stratégique avec Jakarta. Le Programme de Coopération en matière de Défense (*Defence Cooperation Program – DCP*), mis sur pied en 1968-69, permettait ainsi aux deux voisins de collaborer dans le domaine militaire au travers, notamment, de la fourniture d'équipements tactiques, de la formation d'officiers indonésiens dans des académies militaires australiennes, et d'exercices conjoints. Au fil des ans, le programme établi au sein du DCP avec l'Indonésie devint le plus important, juste derrière celui établi avec la PNG¹²¹. Instrument central de la défense régionale pour l'Australie pendant près de 35 ans, le DCP a peu à peu délaissé ses tâches premières (notamment, l'assistance aux pays de la région en matière d'édification de capacités militaires) pour davantage s'orienter vers des tâches militaires plus en phase avec le contexte international post-Guerre Froide¹²² (assistance humanitaire consécutive à des catastrophes naturelles, expertise en matière de contre-terrorisme et de criminalité transnationale, etc.), avant d'être abrogé en réaction à des attaques de la presse *aussie* contre la famille Suharto¹²³.

Le deuxième de ces cadres fut l'*Agreement of Maintaining Security (AMS)*, établi le 14 décembre 1995. Ce document fut décrit en son temps par les observateurs comme

¹²⁰ *Ibid.*, p. 322.

¹²¹ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 100.

¹²² M.-Cl. SMOUTS, « Pour qui sont ces soldats ? », in M.-Cl. SMOUTS (s.l.d.), *L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki*, Bruxelles, Editions Complexe, 1994, pp. 12-16 et 21-26 ; J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 134.

¹²³ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 45.

marquant indéniablement l'acmé dans les relations bilatérales¹²⁴. Non seulement, il était alors l'un des plus importants instruments formalisant la politique étrangère et de sécurité *aussie*¹²⁵, mais il donnait également l'impression que l'Australie, pour la première fois, était *acceptée à part entière* dans le système asiatique de sécurité¹²⁶. Historiquement, l'idée de renforcer le partenariat sécuritaire et stratégique avec l'Indonésie – qui restait le seul Etat pro-occidental important à ne pas connaître ce genre de relation avec Canberra – avait déjà été envisagée antérieurement, mais les réticences de certains membres des divers Cabinets successifs à s'engager plus à fond avec un Etat qui préférait indubitablement rester « libre » de toute alliance trop formelle¹²⁷, avaient retardé le processus¹²⁸. L'AMS était donc symboliquement important car il illustre la réussite d'une relation diplomatique patiemment édifiée, dont les artisans les plus impliqués étaient le Premier Ministre Keating et, surtout, son Chef de la diplomatie, Gareth Evans¹²⁹. Expliquant l'Accord à une opinion encore sceptique, Keating déclara :

« [II] ne s'agit pas seulement de menaces extérieures ; il s'agit de tout l'environnement régional, dans son ensemble. Il s'agit de la politique étrangère et des pratiques commerciales entre les deux pays... Ce que nous voulons dire, c'est que l'Australie et l'Indonésie ont des convergences de vues et d'intérêts dans les perspectives stratégiques de la région »¹³⁰.

Concrètement, l'Accord devait permettre à chacune des Parties de « se consulter », d'« adopter des mesures opportunes » dans le cas où « l'autre Partie rencontrerait des difficultés » et, enfin, de « poursuivre une coopération dans le domaine de la sécurité » qui

¹²⁴ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 334 ; A. DUPONT, « The Australia-Indonesia Security Agreement », *The Australian Quarterly*, 1996, Vol. 68, n°2, pp. 49.

¹²⁵ Singapour et la Malaisie, par exemple, étant déjà liés à l'Australie par les *Five Power Defence Arrangements* (FPDA) depuis 1971 ; cf. G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9.

¹²⁶ J. COTTON, *op. cit. supra*, note 22, p. 16.

¹²⁷ G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9 ; D. WILSON, *The Neutralization of Southeast Asia*, New York/Washington/Londres, Praeger Publishers, 1975, p. 145.

¹²⁸ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 101 ; M. YAHUDA, *The International Politics of the Asia-Pacific*, 2^{ème} éd., Londres & New York, Routledge/Curzon, 2004, p.68.

¹²⁹ G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9.

¹³⁰ Transcript of the Prime Minister, the Hon. P.J. Keating, MP, Interview with Kerry O'Brien, ABC TV 7:30 Report, 14 décembre 1995, <http://pmtranscripts.dpmc.gov.au/browse.php?did=9887> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

se fasse au bénéfice mutuel¹³¹. L'idée sous-jacente de l'AMS était que les Parties s'engageaient à ne pas interférer dans leurs affaires domestiques mutuelles, ce qui, du point de vue indonésien – soucieux de garder sous le boisseau les questions est-timoraise et papoue –, était une condition essentielle à l'adhésion¹³². L'AMS ne résistera cependant pas à la rancune indonésienne : Jakarta mit unilatéralement fin à l'Accord après l'intervention de l'INTERFET au Timor.

L'arrivée au pouvoir de la coalition libérale-conservatrice, avec le Gouvernement Howard, distancia Canberra de la seconde approche caractéristique des gouvernements travaillistes antérieurs (une plus grande intégration militaire et de sécurité dans la zone), pour davantage se focaliser sur la première (assurer la protection face aux dangers que pourrait potentiellement receler la région), en revigorant par la même occasion son alliance avec les Etats-Unis¹³³.

Le troisième et dernier cadre émergea au terme de cette période. Il s'agissait d'un Accord portant création d'un cadre pour la coopération en matière de sécurité, passé le 13 novembre 2006 (parfois dénommé « Traité de Lombok »)¹³⁴. Cet Accord est une parfaite illustration du soin qu'ont pris les deux voisins à assurer une collaboration étroite en matière de défense et de sécurité au sens large, en incorporant les nouvelles menaces et les nouveaux moyens du monde contemporain (contreterrorisme, menaces transfrontalières, renseignement – en ce compris *cyber intelligence*, etc.), une coopération poussée entre eux apparaissant comme une garantie de la paix et de la sécurité dans la zone Asie-Pacifique. Le texte de l'Accord réaffirme le lien bilatéral unissant les deux Etats « *au nom d'un partage de valeurs et d'intérêts* »¹³⁵. Retardé un temps par le « dégel » des relations entre

¹³¹ *Agreement of Maintaining Security* (14 décembre 1995), Art. 1 à 3, Appendix A au Research Paper N° 25, *loc. cit.*, *supra*, note 9.

¹³² G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9.

¹³³ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 322.

¹³⁴ Agreement between the Republic of Indonesia and Australia on the Framework for Security Cooperation, Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade, <http://www.dfat.gov.au/geo/indonesia/ind-aus-sec06.html> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Originellement renouvelable sur une base annuelle, ce traité est, depuis 2008, renouvelable sur une base pluriannuelle.

¹³⁵ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 113. Nous soulignons.

les futurs partenaires (entre 1999 et 2008), ainsi que par les vicissitudes ayant touché les deux rives de la Mer de Timor (changement de régime et succession rapide de dirigeants à Jakarta d'abord [entre 1998 et 2002], de Gouvernement à Canberra ensuite [2007]), le « Traité de Lombok » est avant tout un traité bilatéral de non-agression¹³⁶, dont l'article 2.3 prend soin de faire expressément référence au respect mutuel et à la non-intervention dans les affaires réciproques de chacune des Parties¹³⁷. Cette disposition s'avère importante dans le sens où, gardant toujours à l'esprit l'épreuve de l'intervention au Timor oriental menée par l'Australie (et qui avait amené la terminaison de l'AMS), l'Indonésie voyait d'un mauvais œil des indépendantistes Papous demander – et obtenir – l'asile auprès du grand voisin *aussie*, signe éventuel pour l'Archipel que Canberra allait soutenir leurs revendications... D'un autre côté, le *Down Under Country* s'était auparavant inquiété que son ombrageux voisin ne se mue en un possible sanctuaire du terrorisme, agitant l'éventualité d'un recours à des frappes préventives contre de telles activités¹³⁸ – comme l'avait évoqué John Howard en 2002 –, ce qui n'avait pas plu à Jakarta¹³⁹. Dès lors, la disposition en question était censée assurer « la sécurité et la prospérité des deux nations »¹⁴⁰, sans risque d'une quelconque immixtion peu appréciée. Certains n'ont toutefois pas hésité à souligner que l'Indonésie allait se réfugier derrière les dispositions du « Traité de Lombok » pour empêcher les Papous de trouver un soutien à leurs revendications indépendantistes auprès des autorités australiennes¹⁴¹.

¹³⁶ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 109.

¹³⁷ Article 2.3 : « Chaque Partie s'engage, de toutes les manières possibles, à ne pas supporter ou participer aux activités d'un individu ou d'une entité pouvant constituer un danger pour la stabilité, la souveraineté ou l'intégrité territoriale de l'autre Partie, en ce compris celles qui envisagent l'usage de son territoire afin d'encourager ou de commettre de telles activités, y compris le séparatisme, sur le territoire de l'autre Partie ».

¹³⁸ Le concept australien de frappe préemptive consiste en la réaction face à un danger imminent et identifié en provenance d'une cible qu'un Etat « hôte » n'est pas en mesure ou ne veut pas lui-même contrôler (*cf.* développements *infra*, point II, 2).

¹³⁹ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 104 ; A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 110.

¹⁴⁰ Déclaration/*Paper* du Ministre de la Défense d'Australie, Stephen Smith, *Australia and Indonesia: Strategic Partners*, 4 septembre 2012, <http://www.minister.defence.gov.au/2012/09/04/minister-for-defence-australia-and-indonesia-strategic-partners/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁴¹ Voy., par ex., R. CHAUVEL, « Papua and the Security Cooperation Treaty with Indonesia », *op. cit. supra*, note 106 ; U. HAMID et E. WALUYO, « The Lombok Treaty Problem », *The Jakarta Post*, 27 février 2008, <http://www.thejakartapost.com/news/2008/02/27/lombok-treaty-problem.html> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

En lien, notamment, avec l'esprit de l'Accord de coopération, le dernier Livre Blanc de la Défense (2013) illustre que les autorités australiennes ont décidé de recentrer leurs intérêts stratégiques et sécuritaires sur les voisins les plus proches de la zone Asie-Pacifique (et donc, de Jakarta, inclus dans ce que Canberra appelle « l'arc d'instabilité »¹⁴² ou encore « l'aire d'intérêt militaire direct » – sorte de « barrière de corail géostratégique » australienne¹⁴³, s'étendant de l'Indonésie au Vanuatu, en passant par le Timor-Leste, Kiribati et la PNG), en mettant encore plus l'accent sur l'entraînement et la formation militaire de troupes étrangères¹⁴⁴, en réaffirmant par la même occasion que les Etats-Unis restaient le principal partenaire au niveau de la sécurité pour Canberra¹⁴⁵. Du point de vue de la philosophie politique, il est intrigant de constater que ce Livre Blanc, produit du Gouvernement travailliste Gillard (2010-2013), reprend en partie à son compte les conceptions de sécurité et de défense qu'avaient établies le Cabinet Howard.

Toutefois, malgré une décennie consacrée à retisser des liens solides entre l'Île-Continent et l'Archipel, la « confiance » que Canberra put de nouveau inspirer un temps à Jakarta¹⁴⁶ vacilla rapidement sur ses bases : tant d'embarrassantes révélations d'espionnage¹⁴⁷ ayant ciblé le Président indonésien Yudhoyono et des membres de son entourage¹⁴⁸, que les critiques exprimées par le Gouvernement libéral-conservateur Abbott

¹⁴² S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 375 ; M. SUSSEX, *op. cit. supra*, note 43, p. 548. Le Professeur Rumley parle, lui, plutôt de « front de la coopération en matière de sécurité » (*loc. cit. supra*, note 41, p. 72).

¹⁴³ O. ZAJEC, « Force de défense et coopération régionale », *Le Monde Diplomatique*, Mars 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/03/ZAJEC/18901> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁴⁴ S. BATEMAN, A. BERGIN et H. CHANNER, « The Defence Cooperation Program – time for a review? », *The Australian Strategic Policy Institute Blog*, 18 juillet 2013, <http://www.aspistrategist.org.au/the-defence-cooperation-program-time-for-a-review> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015) ; M. MCDONALD, *op. cit. supra*, note 107, p. 612.

¹⁴⁵ « L'alliance de l'Australie avec les Etats-Unis est au cœur de notre approche de sécurité nationale et apporte une contribution majeure à la sécurité et la stabilité régionales », *Strong and Secure: A Strategy for Australia's National Security*, Canberra, Department of the Prime Minister and Cabinet, 2013, p. 22, http://apo.org.au/files/Resource/dpmc_nationalsecuritystrategy_jan2013.pdf (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁴⁶ Comme cela le fut répété sous l'ère Keating dans de nombreux documents officiels, du speech aux « special papers » (cf. A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 102).

¹⁴⁷ Il s'agit de révélations faites en octobre et novembre 2013 par l'ex-agent de la NSA Edward Snowden.

¹⁴⁸ Il semblerait que le travailliste Rudd, Premier Ministre entre 2007 et 2010 (qui pourtant s'était beaucoup investi à reconstruire les liens avec Jakarta, distendus sous le mandat de son prédécesseur libéral) ait fait « espionner » par le système d'écoutes satellitaires australien (ASD – *Australian Signals Directorate*) le Président et d'autres officiels indonésiens, afin de connaître leurs positions sur les changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'une conférence des Nations Unies se tenait à Bali, en 2007,

(2013-2015) quant à la situation des droits de l'Homme en Indonésie¹⁴⁹ ont considérablement refroidi les relations des deux côtés de la Mer de Timor. Rien ne laissait en fait présager d'une crise si aiguë, le Premier Ministre Tony Abbott ayant pourtant donné des gages, dès la campagne électorale, que l'Indonésie serait l'un des pays-clés durant son



Caricature des relations entre le Premier Ministre Abbott et le Président Yudhoyono, *The Australian*, 20 février 2014

mandat¹⁵⁰ : n'avait-il d'ailleurs pas réservé sa première visite officielle à Jakarta ?¹⁵¹ Cependant, malgré les vœux répétés de part et d'autre de favoriser des liens étroits, les relations australo-indonésiennes sont restées tendues car, de l'avis des observateurs, le Gouvernement Abbott a fort mal géré ses relations avec l'Archipel, conduisant

à un brutal et rapide effondrement de la relation australo-indonésienne, au moment même où celle-ci connaissait à nouveau une embellie, favorisée entre autres par un leadership indonésien résolument tourné vers Canberra¹⁵². En effet, plutôt que de chercher l'apaisement, Abbott a préféré refuser de présenter des excuses officielles à son homologue

sur ces thématiques. Du côté du gouvernement australien de l'époque, la question des émissions (*Emission Trading Scheme*) était un point critique de la politique gouvernementale... qui contribuera en partie à la chute de M. Rudd quelques années plus tard (voy. T. WOOD, « Checking the facts: Rudd's carbon emissions trading scheme backflip », *The Conversation*, 27 août 2013, <http://theconversation.com/factcheck-the-liberal-partys-rudds-record-ad-17257> [dernièrement consulté le 3 octobre 2015] ; R. TANTER, « Indonesia, Australia and Edward Snowden: ambiguous and shifting asymmetries of power », *NAPSNet Special Reports*, 28 novembre 2013, <http://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/indonesia-australia-and-edward-snowden-ambiguous-and-shifting-asymmetries-of-power/> [dernièrement consulté le 3 octobre 2015] ; V. R. HADIZ, « Jakarta et Canberra forcés de s'entendre », *Kompas*, 27 novembre 2013, repris dans *Courrier International*, n°1205, 5 décembre 2013, pp. 22-23 ; Y. SUPRIYATNA et K. KAPOOR, « Indonesia, Australia spy claim tension spreads to corporate world », Reuters, 22 novembre 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/11/23/us-indonesia-australia-idUSBRE9AM00X20131123> [dernièrement consulté le 3 octobre 2015]).

¹⁴⁹ D. HURST, « Bali Nine executions: Tony Abbott to recall Australia's ambassador to Indonesia », *The Guardian*, 28 avril 2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/apr/29/bali-nine-executions-tony-abbott-to-recall-australias-ambassador-to-indonesia> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁵⁰ M. MCDONALD, *op. cit. supra*, note 107, p.617 ; T. STRUYE DE SWILELANDE, B. HELLENDORFF et A. HONORE, *op. cit. supra*, note 5, pp. 19-20.

¹⁵¹ S. HAWLEY, « Tony Abbott heads to Jakarta for talks with Indonesian president in first international trip since election », *ABC News*, 30 septembre 2013, <http://www.abc.net.au/news/2013-09-30/tony-abbott-jakarta-first-international-trip-since-election/4987948> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁵² R. TANTER, *op. cit. supra*, note 148 ; G. SHERIDAN, « Keeping the friendship afloat », *The Australian*, 20 février 2014, <http://www.theaustralian.com.au/opinion/columnists/keeping-the-friendship-afloat/story-e6frg76f-1226831969169> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

indonésien¹⁵³. Les suspicions de Jakarta quant aux motivations des services de renseignement australiens restèrent vives avec un nouveau scandale survenu en février 2014, suite à une fuite de documents diplomatiques indiquant que Canberra s'était engagée à fournir des informations à Washington concernant un contentieux commercial entre les deux Etats insulaires. Au même moment, l'intrusion de la marine australienne dans les eaux territoriales indonésiennes, dans le cadre de la lutte contre l'immigration illégale, mit encore un peu plus d'huile sur le feu¹⁵⁴. Le Premier Ministre australien tenta alors (bien qu'un peu tardivement) d'éteindre l'incendie en présentant (cette fois-là) ses excuses aux autorités indonésiennes. Néanmoins, comme le soulignent Roberts et Habir :

« La nature avancée des systèmes de navigation modernes remet en question la véracité des propos du Premier Ministre. Ce qui, conjointement avec la manière dont le Gouvernement australien a expliqué la nature de ses interceptions par ses services secrets, n'a pas réussi à satisfaire Jakarta »¹⁵⁵.

Du côté australien, on a par ailleurs vu avec méfiance l'élection d'un nouveau Président indonésien, Jokowi (en octobre 2014). Pour certains observateurs, la période assez conciliante de Yudhoyono était désormais révolue, son successeur préférant défendre une rhétorique défavorable à Canberra tout en continuant la logique de grandeur que Jakarta se devait de poursuivre dans ses relations diplomatiques, y compris vis-à-vis de son voisin méridional¹⁵⁶. De plus, le nouveau chef d'Etat indonésien ayant exprimé son souhait de se préoccuper en premier lieu de la politique interne et de déléguer les affaires extérieures, les

¹⁵³ Au final, bien que les allégations d'« espionnage » aient été imputées à Rudd, la distance presque « arrogante » avec laquelle le Gouvernement Abbott a traité l'affaire (notamment parce qu'il lui a été impossible de justifier de manière satisfaisante la mise sur écoute de l'épouse du Président indonésien au vu de la situation sécuritaire australienne) a déclenché l'ire de Jakarta qui, dans la foulée, a rappelé son ambassadeur à Canberra (18 novembre 2013) et a annoncé qu'elle songeait à suspendre l'Accord de 2006 qui la liait à l'Australie (cf. S. TIEZZI, « Indonesia Rip Up Their Defense Treaty With Australia ? », *The Diplomat*, 20 novembre 2013, <http://thediplomat.com/2013/11/will-indonesia-rip-up-their-defense-treaty-with-australia/> [dernièrement consulté le 3 octobre 2015]).

¹⁵⁴ C. FOLLIOU, « Vive tension entre l'Indonésie et l'Australie après le renvoi de migrants », *Le Monde*, 24 janvier 2014, http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2014/01/24/vive-tension-entre-l-indonesie-et-l-australie-apres-le-renvoi-de-migrants_4353860_3216.html (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁵⁵ C.B. ROBERTS et A.D. HABIR, « Indonesia-Australia Relations: Progress, Challenges and Potential », in C.B. ROBERTS, A.D. HABIR et L. SEBASTIAN (éd.), *Indonesia's Ascent: Power, Leadership, and the Regional Order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 203.

¹⁵⁶ D. McRAE, « The 2014 Indonesian Elections and Australia-Indonesia Relations », Centre for Indonesian Law, Islam and Society (Melbourne), *Policy Paper n°7*.

analystes *aussies* ont cru présager de sa part moins d'efforts de conciliation vis-à-vis de ses voisins¹⁵⁷.

Plus récemment, en 2015, les relations australo-indonésiennes se voyaient encore dégradées, cette fois par la condamnation à mort de deux ressortissants australiens pour trafic de drogue en Indonésie. La réaction de Tony Abbott suite à cet événement en dit long sur l'état des relations diplomatiques entre les deux gouvernements :

« Nous respectons la souveraineté de l'Indonésie mais nous déplorons ce qui a été fait et on ne peut pas faire comme si de rien n'était. Je veux insister sur le fait qu'une relation très importante unissait l'Australie et l'Indonésie. Mais cette relation a été mise à mal par ce qui a été fait »¹⁵⁸.

En marque de protestation, l'ambassadeur australien en Indonésie s'est vu une nouvelle fois rappelé par Canberra¹⁵⁹.

On le voit, le potentiel pour de sérieuses tensions entre les deux pays existe toujours¹⁶⁰. Il est cependant intéressant de constater qu'indépendamment des frictions pouvant épisodiquement émailler les relations entre les deux capitales (pour ne citer que les plus aiguës : 1999 et l'intervention au Timor, 2001 et la question des *boat people*, ou encore l'actuelle crise diplomatique liée aux écoutes téléphoniques¹⁶¹ ou à l'exécution des deux ressortissants *aussies*¹⁶²), les relations individuelles ou économiques à travers le *Day-to-day business*, tissées depuis une vingtaine d'années restent fortes, signe que les « forces vives » entre voisins se jouent des tracasseries diplomatiques et des refroidissements

¹⁵⁷ A.L. CONNELLY, « Sovereignty and the Sea: President Joko Widodo's Foreign Policy Challenges », *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International & Strategic Affairs*, 2015, n°37/1, pp. 1-28.

¹⁵⁸ Tony Abbott, cité par A. GLEMAREC, « Exécutions en Indonésie : l'Australie et le Brésil protestent », *Euronews*, 29 avril 2015, <http://fr.euronews.com/2015/04/29/executions-en-indonesie-l-australie-et-le-brasil-protestent/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015) ; nous soulignons.

¹⁵⁹ H. CLARK, « Indonesia Executions Strain Ties With Australia », *The Diplomat*, 29 avril 2015, <http://thediplomat.com/2015/04/indonesia-executions-strain-ties-with-australia/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁶⁰ P. DIBB, « Indonesia: The Key to South-East Asia's Security », *International Affairs*, 2001, Vol. 77, n°4, p. 838.

¹⁶¹ Cf. *infra*, point I, 5.

¹⁶² J. HARVEY, « Australia-Indonesia Relations After the Executions », *The Diplomat*, 7 mai 2015, <http://thediplomat.com/2015/05/australia-indonesia-relations-after-the-executions/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

protocolaires¹⁶³. En effet, l’Australie aura toujours besoin d’une coopération efficace avec son voisin septentrional dans certains domaines comme le terrorisme, les trafics d’êtres humains ou de drogues, ou encore le blanchiment d’argent¹⁶⁴. D’ailleurs, les premiers échos en provenance d’Indonésie semblent favorables au successeur d’Abott, Malcolm Turnbull (en fonction depuis le 15 septembre 2015), et dont Jakarta pense que « la personnalité et le style se prêteront mieux à un dialogue constructif [que ceux de son prédécesseur] »¹⁶⁵.

*

¹⁶³ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 337, note 7 ; G. SHERIDAN, « Keeping the friendship afloat », *The Australian*, 20 février 2014, <http://www.theaustralian.com.au/opinion/columnists/keeping-the-friendship-afloat/story-e6frg76f-1226831969169> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015)..

¹⁶⁴ J. LEE, « Indonesia executions: Why Australian anger will outlive political fallout », *CNN*, 29 avril 2015, <http://edition.cnn.com/2015/04/29/opinions/indonesia-executions-australia/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁶⁵ S. HAWLEY, « Indonesia hopeful diplomatic relations with Australia will improve under Malcolm Turnbull leadership », *ABC News*, 16 septembre 2015, <http://www.abc.net.au/news/2015-09-16/indonesia-responds-to-turnbull-leadership-change/6779198> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

II. L'ASPECT RELATIONNEL DIFFICILE AVEC LE VOISIN INDONESIEN

1. UNE VISION BIAISÉE PAR UN HÉRITAGE EUROPÉEN OCCIDENTAL

Historiquement, l'Australie a toujours vécu dans un environnement dominé par la peur et perçu dès lors comme menaçant¹⁶⁶ : les Français à l'époque des ambitions coloniales napoléoniennes du XIX^{ème} siècle¹⁶⁷, le déferlement de « *sauvages jaunes* » – qu'il s'agisse des Japonais lorsque les premières ondes de choc de la Seconde Guerre Mondiale parvinrent en Océanie ou de *boat people* désespérés attirés par la supposée opulence du *Down Under Country* –¹⁶⁸, l'implantation de régimes communistes à ses frontières¹⁶⁹, les *failed States*¹⁷⁰, les terroristes après les attentats de Bali en 2002, et, qui sait ?, l'ogre économique chinois aujourd'hui¹⁷¹... Autant de menaces qui pèsent sur les épaules de Canberra. On peut notamment voir dans la peur du « non-Blanc », perçu comme inquiétant l'identité de l'Australie, une « justification » à la politique de restriction d'entrée de la main d'œuvre étrangère¹⁷². Pour une Australie cherchant encore sa propre identité (est-elle européenne ou asiatique ?), la crainte pour sa sécurité – couplée à une certaine méconnaissance de son environnement – joue un rôle cardinal dans les relations qu'elle a établies avec son environnement, l'Indonésie ne faisant pas exception à la règle. En ce qui

¹⁶⁶ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 100-109.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 127.

¹⁶⁸ S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, pp. 372-73 ; H. WHITE, « Power shift: rethinking Australia's place in the Asian century », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol.65, N°1, 2011, p. 83 ; F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 40 et 108 ; A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 146.

¹⁶⁹ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 188.

¹⁷⁰ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 98 ; *Idem*, « Une arrogance australienne... », *op. cit. supra*, note 101, p. 5.

¹⁷¹ Comme le notent STRUYE DE SWIELANDE, HELLENDORFF et HONORE (*op. cit. supra*, note 5, p. 119), « L'accord de libre-échange conclu avec la Chine en novembre 2014 confirme les priorités économiques australiennes. Ces échanges ont pris une ampleur telle que l'Australie partage avec la plupart de ses voisins du sud-est asiatique le douteux privilège de ne plus seulement profiter du commerce avec la Chine, mais d'en dépendre » (nous soulignons).

¹⁷² B. BOSA, « L'Australie : mises en perspective historiques », *Pouvoirs*, 2012/2, n°141, p. 9.

concerne cette dernière, plus précisément, s'ajoute encore aux craintes précitées la particularité supplémentaire qu'il s'agit actuellement du pays avec la plus grande population musulmane au monde¹⁷³. Une certaine vision australienne appréhende des tendances expansionnistes, en référence à divers exemples qui ont pu se produire à différents moments de l'Histoire et en d'autres lieux¹⁷⁴. Certains hommes politiques et intellectuels australiens, relayant un courant de fond au sein de l'opinion publique, ont brandi la menace « pour l'héritage, l'identité et les valeurs australiennes »¹⁷⁵.

« Il y a eu longtemps en Australie, écrit Sulistiyanto, l'idée que l'instabilité ou l'implosion de l'Indonésie créerait une crise régionale dans laquelle des centaines de milliers d'Indonésiens échoueraient sur les côtes du nord du pays. Ce genre de peur crée de l'anxiété parmi les chefs de Gouvernement et aussi dans certaines parties de la population »¹⁷⁶.

Il est à noter qu'une même anxiété existe par ailleurs du côté indonésien : une angoisse du démantèlement de l'Archipel, orchestré par l'Australie. Si les deux pays sont proches géographiquement, ils ont toujours admis qu'ils ne se connaissaient pas bien, ou pas assez, et qu'en conséquence, ils ne se comprenaient pas l'un l'autre¹⁷⁷.

Le problème de *perception* vient aussi du fait que l'Australie – en particulier sous des gouvernements libéraux comme ceux de Menzies, Howard ou Abbott – a continué à afficher avant tout son identité culturelle européenne, ou du moins occidentale, dans un environnement culturellement asiatique¹⁷⁸. Il suffit de rappeler les mots du Premier Ministre John Howard, selon qui :

¹⁷³ Cf. « The Future of the Global Muslim Population », Pew Research Center – Polling and Analysis, <http://www.pewforum.org/2011/01/27/the-future-of-the-global-muslim-population> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁷⁴ S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 372.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 375. Ce ne fut pas un hasard si le succès électoral du *One Nation Party*, parti populiste très hostile aux immigrés et friand d'amalgames faciles entre islam et terrorisme, a remporté ses plus belles victoires électorales entre 1998 et 2002, qui fut une période de tensions entre Canberra et Jakarta sur fond d'attentats terroristes et d'immigration sauvage (pas nécessairement indonésienne, d'ailleurs, mais plutôt du Moyen Orient et d'Afghanistan) – cf. A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 48.

¹⁷⁶ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 119.

¹⁷⁸ S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 372 ; F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, pp. 100-102.

« [N]ous sommes qui nous sommes... une civilisation européenne et occidentale, entretenant des liens étroits avec l'Amérique du nord ... Nous n'avons plus à nous tracasser plus longuement pour savoir si nous faisons partie de l'Asie. Nous pouvons participer aux affaires régionales, mais à nos propres conditions »¹⁷⁹.

Sous son Gouvernement, l'Australie s'est vue en garante de la tranquillité de la zone Asie-Pacifique, non seulement par rapport à ses « petits » voisins (Fidji, Timor oriental, PNG, etc.)¹⁸⁰, mais aussi à l'Indonésie, dont la stabilité est (on ne le répétera jamais assez) l'une des clés de la sécurité du *Pays des Wallabies*¹⁸¹. Cependant, ce même Gouvernement pensait aussi que si la stabilité de la zone et, *in fine*, la sécurité de l'Australie passaient par un regain de tensions avec Jakarta, un éventuel « refroidissement diplomatique » serait sans doute – et sans état d'âme inutile – le prix à payer : ce fut l'enseignement qui ressortit de l'intervention au Timor¹⁸².

John Howard, redoutable bretteur, eut d'ailleurs l'occasion de maintes fois répéter ses arguments en la matière, comme lors d'une célèbre adresse au Parlement fédéral, à propos de l'intervention au Timor et des suites que celle-ci entraîna pour les relations avec Jakarta :

« [...] [Notre] politique étrangère doit être avant tout basée sur un sentiment concret d'intérêt national et sur nos valeurs. Comme Palmerston l'avait fameusement observé, “les Etats n'ont pas d'amis permanents, mais bien des intérêts permanents”. Ce Gouvernement a, dès le départ, tenu à placer sans ambiguïté l'intérêt national au cœur de son approche en matière de politique étrangère et de commerce extérieur. Nous ne devons pas nous faire illusion à nous-mêmes lorsque nous envisageons les relations entre Etats sous l'angle de la relation personnelle entre dirigeants, des sentiments des gouvernements ou des prétendues relations particulières. *Nos relations sont bien plus productives quand elles sont réalistes,*

¹⁷⁹ S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, pp. 374-75, condensant divers discours du Premier Ministre où il évoque les notions de « civilisation européenne », de « liens avec l'Amérique du nord » et d'« intérêts en Asie » (cf. http://pmtranscripts.dpmc.gov.au/?as=1&as_title=&as_dateFrom=&as_dateTo=&as_transcript=with+strong+links+to+North+America&as_era=Howard%2C+John&submit=Search# – dernièrement consulté le 3 octobre 2015)

¹⁸⁰ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 98.

¹⁸¹ G. COULON, *op. cit. supra*, note 102, p. 21.

¹⁸² S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 378 ; K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 190.

en se focalisant sur nos intérêts mutuels, en développant les domaines où la coopération est possible et en reconnaissant, dans la mesure du possible, les différences dans les valeurs et les systèmes politiques.

[Ensuite], en se trouvant à ce que j'appelle une "intersection unique" – une nation occidentale proche de l'Asie avec des liens étroits avec les Etats-Unis¹⁸³ et l'Europe – l'Australie dispose d'atouts considérables dans [ses] relations avec la région asiatique. Ces liens avec notre histoire n'ont pas disparu avec le temps – bien au contraire. Nous devons arrêter de nous demander si nous sommes Asiatiques, en Asie, empêtrés en Asie ou si nous faisons partie d'un mythique hémisphère est-asiatique. Nous sommes parvenus à rester nous-mêmes dans la région. En retour, cette région a reconnu que nous étions un atout, et que nous avons contribué à y jouer un rôle constructif. [...]

Au final, notre intérêt national ne peut être poursuivi sans prendre en compte les valeurs de la communauté australienne. L'Australie n'a pas de conflit avec la nation indonésienne. Les deux pays ont intérêt à s'entendre. Nous partageons d'importants intérêts communs ; *nous sommes voisins*. L'Indonésie est le plus grand pays du sud-est asiatique. La façon dont elle se développe et se comporte est amenée à influencer l'équilibre stratégique dans notre région. Et c'est un partenaire économique important pour l'Australie. [...]

*Toutefois, [aucun de ces facteurs n'implique] que l'Australie ait à maintenir de bonnes relations avec l'Indonésie à tout prix, ou au mépris de nos propres valeurs. Nous sommes à la recherche d'un respect mutuel et d'un bénéfice réciproque avec l'Indonésie. [...] »*¹⁸⁴.

D'après la « Doctrine Howard », l'Australie, tout en pouvant donc cultiver des liens privilégiés avec l'Asie – particulièrement sur le plan économique –, restait avant tout un Etat « à part », sans doute « supérieur » de par son passé et ses particularités presque « *wasp* », ce qui lui a aliéné bien évidemment ses voisins directs¹⁸⁵. Le « suivisme » américain et le jusqu'au-boutisme du Gouvernement – au pouvoir entre 1996 et 2007 – ont

¹⁸³ Voy. en complément l'analyse de H. WHITE, *op. cit. supra*, note 168, pp. 81-92, et sp. pp. 82-83.

¹⁸⁴ Parlement du Commonwealth d'Australie, Débats à la Chambre des Représentants, 21 septembre 1999, <http://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;db=CHAMBER;id=chamber%2Fhansardr%2F1999-09-21%2F0003;query=Id%3A%22chamber%2Fhansardr%2F1999-09-21%2F0000%22> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Nous soulignons.

¹⁸⁵ A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 146 ; D. RUMLEY, *op. cit. supra*, note 41, p. 73.

entraîné, d'après les enquêtes d'opinion publique menées dans la région asiatique à cette époque, une baisse du pouvoir d'attraction de l'Australie¹⁸⁶.

A l'encontre de ses petits voisins insulaires (Fidji, Tonga, Samoa occidental, Vanuatu, Kiribati), mais aussi envers des pays d'une autre importance comme l'Indonésie ou la Malaisie, le discours des dirigeants australiens – en particulier, les libéraux-conservateurs – a toujours été d'intégrer les notions de « devoir » et de « responsabilité »¹⁸⁷. Il n'est donc pas étonnant qu'une véritable « théologie de la gouvernance » ait conduit Canberra à souligner les (possibles) dysfonctionnements en matière de sécurité et de gestion de la chose publique chez ceux-ci¹⁸⁸. « L'image d'une Australie "arrogante" s'est alors renforcée, écrit Olivier Zajec, via le mélange détonnant [d']interventionnisme structurel et d'un discours aligné sur la sémantique américaine, taxant les pays voisins d'"Etats faillis" »¹⁸⁹. Le pays, à partir de la fin des années '90, a semblé alors « faire disparaître la prudence politique derrière les nouvelles menaces contemporaines, et le choix d'une prise en main de son environnement immédiat au nom de la défense décomplexée de ses intérêts nationaux »¹⁹⁰.

De même, l'accent continuellement mis sur les droits fondamentaux et un aspect presque « donneur de leçons » irritent les pays membres de l'ASEAN¹⁹¹, qui y voient encore une manifestation de la culture européenne occidentale, ne reflétant pas les approches asiatiques traditionnelles de la démocratie, fondée sur le consensus, et où les devoirs envers la société prennent le pas sur les droits de l'individu¹⁹².

¹⁸⁶ F. ARGOUNES, « Une arrogance australienne... », *op. cit. supra*, note 101, p. 1.

¹⁸⁷ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 107.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 108 ; T. STRUYE DE SWIELANDE, B. HELLENDORFF et A. HONORE, *op. cit. supra*, note 5, pp. 119-120.

¹⁸⁹ O. ZAJEC, « Le Monde vu d'Australie : "Quelque part en bas", au centre de l'Asie-Pacifique », *Le Monde Diplomatique*, 1er mars 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/03/ZAJEC/18900> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

¹⁹⁰ F. ARGOUNES, « Une arrogance australienne... », *op. cit. supra*, note 101, p. 2.

¹⁹¹ M. SUSSEX, *op. cit. supra*, note 43, pp. 556-558

¹⁹² K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 199 ; M.L. TINIO, *Les droits de l'homme en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 23-35 ; J.-B. DUROSELLE et A. KASPI, *op. cit. supra*, note 45, p. 537.

Sous l'angle indonésien, maintenant, plus spécifiquement, le *Down Under Country* est perçu depuis le début des années 2000 comme un pays « cheval de Troie » des Américains en Asie du sud-est, et qui, en outre, s'intéresse un peu trop aux questions de politique interne (notamment, le sort de la Nouvelle-Guinée occidentale, même si, on a déjà eu l'occasion de l'évoquer¹⁹³, ce n'est pas l'intention première de Canberra)¹⁹⁴. La crise du Timor oriental, en offrant une opportunité à l'Australie d'afficher son leadership en dirigeant l'intervention internationale en 1999, a à la fois tendu les relations avec Jakarta et permis à Canberra de mettre en lumière ses prétentions à jouer les puissances régionales¹⁹⁵. L'aide australienne après le tsunami qui ravagea l'Asie du sud-est en 2004, si elle participait de la même logique de puissance, retissa au contraire le lien rompu.

2. LES TENTATIVES MI-FIGUE, MI-RAISIN DE S'AMARRER AU PAQUEBOT ASIE

De façon générale, l'Asie du sud-est, en se muant dans les années 1990 en un « système régional dominant, de plus en plus cohérent et structuré »¹⁹⁶ (et dont l'Indonésie n'est pas le moindre des membres) apparaît comme une véritable zone frontière pour Canberra, toujours sensible pour sa sécurité nationale comme on l'a développé plus haut, même si le lien établi avec son environnement repose surtout sur la coopération économique qu'offre un marché régional en pleine croissance¹⁹⁷. Dès lors, la véritable ouverture vers les voisins de l'Asie-Pacifique date du début de cette décennie – des années Keating plus exactement¹⁹⁸. L'idée d'une « *communauté asiatique* » des destins, à laquelle participerait logiquement Canberra, en s'extrayant du mantra « européen occidental »

¹⁹³ Voy. *supra*, point I, 3.

¹⁹⁴ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 111.

¹⁹⁵ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, pp. 109-110. Une illustration parfaite est l'intervention de la Communauté internationale, concrétisée par l'envoi de 10.000 hommes au sein de l'INTERFET, l'Australie en assurant le contrôle et représentant plus de la moitié des troupes (F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 105).

¹⁹⁶ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 114.

¹⁹⁷ *Ibid.*, pp. 114-115.

¹⁹⁸ B. BOSÁ, *op. cit. supra*, note 172, p. 14

traditionnel, si elle a été mise en avant timidement par les élites à la fin des années '80¹⁹⁹, puis d'une façon beaucoup plus affirmée au début du XXI^{ème} siècle (qu'on pense au Livre Blanc du Gouvernement Gillard, *Australia in the Asian Century*, qui parvenait à concilier l'appartenance culturelle à une *anglosphère* occidentale et une implication dans un environnement asiatique, avec des partenaires-clés comme la Chine, le Japon et bien sûr l'Indonésie²⁰⁰), est loin d'être unanimement partagée, tant du côté *aussie* que chez ses voisins du nord-ouest. Comme le remarque de façon cinglante un auteur :

« [I]l y a fort à parier qu'aucun pays, alliés organiques ou voisins critiques, ne soit dupe d'une "asiatisation australienne" plus déclamatoire que réelle. Qu'elle soit formulée par le diplomatique M. Kevin Rudd plutôt que par le rugueux M. Howard n'y change pas grand-chose »²⁰¹.

En effet, Canberra a eu beau jeu de s'affirmer de plus en plus (particulièrement sous le Gouvernement Rudd²⁰², mais aussi – dans une moindre mesure – Gillard) comme un *pays asiatique* à part entière, en s'impliquant davantage dans l'intégration régionale²⁰³ ; ces

¹⁹⁹ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 194.

²⁰⁰ *Australia in the Asian Century*, Australian Government, Octobre 2012, sp. pp. 76-85, http://australianpolitics.com/downloads/foreign/12-10-28_aust-in-the-asian-century-white-paper.pdf (dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Voy. aussi R. MEDCALF, « Australia's Place in the "Asian Century" », *The Diplomat*, 4 novembre 2012, <http://thediplomat.com/2012/11/australias-place-in-the-asian-century/> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

²⁰¹ O. ZAJEC, « Le Monde vu d'Australie... », *op. cit. supra*, note 189.

²⁰² L'une des plus importantes manifestations de la volonté de Rudd (par ailleurs, un orientaliste maîtrisant le mandarin) de se rapprocher de l'Asie (et de la Chine, tout spécialement), un peu au détriment de la relation privilégiée avec Washington, a été de quitter en 2008 le Dialogue de Sécurité Quadrilatéral, un forum de rencontre informel entre Américains, Australiens, Japonais et Indiens, dont l'intention est clairement de s'affirmer, au niveau diplomatique, économique et militaire, face à la puissance chinoise en expansion. A ce jour, malgré un rapprochement avec les Etats-Unis amorcé sous les Premiers Ministres Gillard et Abbott, l'Australie n'a toujours pas réintégré ce forum (R. MEDCALF, « Chinese Ghost Story », *The Diplomat*, Février-mars 2008, http://www.lowyinstitute.org/files/pubfiles/MedcalF%2C_Quadrilateral.pdf (dernièrement consulté le 3 octobre 2015) ; J. FRYDENBERG, « Washington is integral to our region », *The Australian*, 21 septembre 2010, <http://www.theaustralian.com.au/news/world/washington-is-integral-to-our-region/story-e6f6g6ux-1225926937881> (dernièrement consulté le 3 octobre 2015).

²⁰³ K. RUDD, « Australia's foreign policy looking west », *Jnl.I.O.R.*, Vol. 7, n°1, 2011, pp. 131-32 ; H. WHITE, *op. cit. supra*, note 168, pp. 81-86; D. WEBBER, « The regional integration that didn't happen: cooperation without integration in early twenty-first century East Asia », *The Pacific Review*, Vol. 23, n° 3, 2010, p. 330. Pour les observateurs, il est intéressant de noter que les opinions personnelles professées par les différents Premiers Ministres au regard des institutions australiennes font elles aussi pencher la balance ; ainsi, si les Premiers Ministres libéraux-conservateurs Howard et Abbott se voulaient royalistes (renforçant encore en quelque sorte le lien avec l'ancienne métropole et la « Veille Europe »), les opinions républicaines exprimées par les travaillistes Rudd et Gillard reflétaient-elles une tendance à davantage d'indépendance du pays sur la scène régionale, et donc, en quelque sorte, une volonté de se rapprocher ainsi de l'Asie (cf. D. RUMLEY, *op. cit. supra*, note 41, p. 73).

initiatives incluant systématiquement les Etats-Unis essuyèrent derechef un refus poli de la part des nations asiatiques, qui privilégient plutôt des cercles de discussion intracontinentaux comme l'ASEAN²⁰⁴. Plus généralement, certaines capitales sud-asiatiques (comme Jakarta, Kuala Lumpur, mais aussi Hanoï) ont peu goûté le « lobby » *aussie* forcené en faveur de l'intégration étatsunienne dans la région, notamment pour une participation de Washington à l'ASEAN +8²⁰⁵, et ce, bien que l'Indonésie et la Malaisie soient des alliés des USA. Se reflétait davantage une volonté forte de Jakarta et de Kuala Lumpur de ne pas voir « l'âme sud-asiatique » de l'Organisation être diluée par des pièces importées de l'Occident.

D'un autre côté, la permanence australienne à encourager le multilatéralisme dans la région Asie-Pacifique tient à plusieurs facteurs à la fois. Historiquement, tout d'abord, Canberra n'a cessé de promouvoir les organisations régionales afin d'endiguer le postulat bipolaire d'une région influencée par les deux superpuissances²⁰⁶. Ensuite, parce qu'en tant que « *bonne puissance moyenne* », l'Australie sait qu'elle ne pourra s'illustrer sur la scène internationale qu'à condition de jouer la carte du multilatéralisme²⁰⁷, laissant aux « Grands » le soin de mener des actions individuelles. Enfin, soutenir les institutions supranationales régionales permettrait pour le coup à l'Australie de se légitimer comme pays de la zone à part entière²⁰⁸. Les succès furent parfois au rendez-vous (l'APEC²⁰⁹, le SAO, le Groupe de Cairns), les échecs aussi (pas d'intégration complète dans le « premier

²⁰⁴ G. COULON, *op. cit. supra*, note 102, p.20 ; F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie, op. cit. supra*, note 1, p. 101 ; M. SUSSEX, *op. cit. supra*, note 43, pp. 555-558.

²⁰⁵ Formation qui regroupe les pays membres de l'ASEAN, auxquels s'ajoutent l'Australie, la Chine, les Etats-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et la Russie. L'ASEAN +8 traite en particulier de questions économiques et de la lutte contre le terrorisme, comme en attestent les réunions tenues périodiquement.

²⁰⁶ Comme lorsque le Premier Ministre Gough Whitlam, lors d'une visite en Indonésie en 1973, affirma qu'il « privilégiait l'éventuelle émergence d'une organisation régionale sans connotation idéologique qui permettrait à la zone Asie-Pacifique de se dégager de l'intervention des grandes puissances et de leurs rivalités », *New York Times*, 25 février 1973, cité chez D. WILSON, *op. cit. supra*, note 127, p. 146.

²⁰⁷ M. SUSSEX, *op. cit. supra*, note 43, pp. 548-549 ; D. RUMLEY, *op. cit. supra*, note 41, p. 73.

²⁰⁸ K.R. NOSSAL, *op. cit. supra*, note 2, p. 199.

²⁰⁹ C'est notamment via les contacts répétés lors des sommets de l'APEC que les gouvernements de Canberra et de Jakarta établirent le « lien de confiance » qui allait permettre la conclusion de l'AMS (*cf.* G. BROWN, F. FROST et S. SHERLOCK, *op. cit. supra*, note 9).

cercle » de l'ASEAN, la CAP²¹⁰) : en effet, la volonté de Canberra de s'impliquer dans les affaires régionales, comme un véritable acteur asiatique à part entière, semble buter à la fois sur sa méconnaissance de l'approche sans doute très asiatique de la retenue²¹¹, mais aussi sur sa tentation avérée ou fantasmée – irrésistiblement rejetée par les autres acteurs régionaux – de s'insinuer dans leurs affaires intérieures²¹².

L'Australie n'apparaît dès lors guère plus que comme un pays « toléré » par ses voisins de l'Asie du sud-est, en raison de son « ambiguë politique occidentale »²¹³. En outre, à l'instar du Japon (un autre de ses alliés stratégiques et partenaires économiques privilégiés), peut-être l'Australie pâtit-elle du fait que l'indéfectible soutien apporté par les Etats-Unis lui confère un « sentiment de supériorité » peu goûté des autres pays de la région Asie-Pacifique²¹⁴.

En outre, une théorie comme celle de la frappe préemptive (ou autodéfense par anticipation) telle qu'évoquée sous la coalition libérale-conservatrice au début des années 2000, fut perçue par les pays de la région Asie-Pacifique (et, bien évidemment, par l'Indonésie) comme une menace pour leur propre souveraineté, à partir du moment où Canberra se permettait d'estimer, au nom de l'anticipation d'un risque sécuritaire, que ses voisins ne garantissaient pas suffisamment la maîtrise de leur territoire, et que, dès lors, seule l'Australie pouvait assurer l'ordre et la stabilité de la région, par la coercition si nécessaire²¹⁵. Pour l'écrire sans détour : un pays ayant les capacités techniques frappe d'abord, par crainte d'une menace émanant potentiellement de la cible²¹⁶. La tension était

²¹⁰ M. SUSSEX, *op. cit. supra*, note 43, pp. 556-558.

²¹¹ A titre illustratif, parmi les vives critiques que la théorie « howardienne » de la frappe préemptive suscita, on relèvera ce commentaire cinglant du Ministre des Affaires Etrangères malais : « S'ils parlent de cette façon, peut-être que nous aurons du mal à *comprendre* qu'ils veulent être une part de la communauté asiatique » (*Beijing Times*, 2002, cité chez F. ARGOUNES, « Une arrogance australienne... », *op. cit. supra*, note 101, p. 4 ; nous soulignons).

²¹² D. WILSON, *op. cit. supra*, note 127, p. 146. Sur l'enjeu général de la SAO et l'implication des pays occidentaux, voy. aussi D. WEBBER, *op. cit. supra*, note 203, pp. 316 et 321.

²¹³ A. PATIENCE, *op. cit. supra*, note 39, p. 145.

²¹⁴ *Ibidem*.

²¹⁵ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 323 ; W. M. REISMAN et A. ARMSTRONG, « The Past and Future of The Claim of Preemptive Self-Defense », *A.J.I.L.*, 2006, pp. 539-540 et 549 ; J. M. SIRACUSA, « John Howard, Australia, and the Coalition of the Willing », *Y.Jnl.I.A.*, 2006, p. 43.

²¹⁶ F. ARGOUNES, « Une arrogance australienne... », *op. cit. supra*, note 101, p. 3.

d'autant plus palpable que les pays ayant une population majoritairement musulmane – comme l'Indonésie – étaient peu ou prou présentés comme de possibles havres pour des terroristes islamistes²¹⁷. En outre, l'expression indélicate de Howard, présentant l'Australie comme « une sorte de “sheriff adjoint” des Etats-Unis » ne fit que crispier un peu plus les sociétés du sud-est asiatique²¹⁸, déjà prédisposées à la base à avoir une piètre opinion des Etats-Unis et de l'Australie²¹⁹, alors que, paradoxalement, bon nombre des Etats du sud-est asiatique perçoivent la présence américaine dans la région comme un facteur de développement et de stabilisation, et l'Australie, comme un lien privilégié entre eux et Washington²²⁰.

*

EN GUISE DE CONCLUSIONS...

On peut être assuré que grâce aux partenariats qu'elle entretient avec des Etats de son voisinage (et particulièrement avec l'Indonésie), l'Australie montre ainsi qu'il existe bien une communauté de destin politique, économique et stratégique entre son environnement et elle²²¹ : c'est un besoin vivace depuis plus de quinze ans, et qui trouve un écho dans la population jeune, mondialisée, adepte de la circulation frontrière et de la disparition des barrières culturelles.

La volonté de la coopération, du partenariat, et des relations amicales reste de mise : indépendamment d'une histoire diplomatique marquée au fer de la courbe de Gauss, il y a fort à parier que les tensions qui peuvent de temps à autre caractériser les rapports entre le *Down Under Country* et l'Archipel (comme c'est d'ailleurs le cas à l'heure actuelle...) ne

²¹⁷ *Ibidem*.

²¹⁸ O. ZAJEC, « Le Monde vu d'Australie... », *op. cit. supra*, note 189.

²¹⁹ C. SNYDER, *op. cit. supra*, note 25, p. 327.

²²⁰ *Ibid.*, p. 328.

²²¹ F. ARGOUNES, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op. cit. supra*, note 3, p. 113.

sont que des passades, les deux voisins ne comprenant que trop bien la nécessité de jouer de concert dans l'aire Asie-Pacifique, notamment face aux menaces communes qui les guettent, tels que le terrorisme ou les risques sanitaires et climatiques²²². Du côté *aussie*, s'imprime bien évidemment un volontarisme à stabiliser l'Archipel, notamment face aux mouvements djihadistes et séparatistes²²³. Cette approche paraît d'autant plus élémentaire que Canberra a pris conscience, à de nombreuses reprises au cours des soixante dernières années, de sa modeste capacité d'influence vis-à-vis de son ombrageux voisin : il n'y a qu'à citer la gestion de l'ex-province du Timor oriental, pendant deux décennies, ou de la Papouasie occidentale de nos jours, pour s'en persuader²²⁴.

Canberra, en particulier depuis qu'une nouvelle dimension sécuritaire a été prise en compte (celle des réfugiés climatiques, notamment), ne veut à aucun prix que l'effondrement ou l'éclatement d'une Indonésie minée par les tensions ethniques entraîne l'immigration de centaines de milliers d'Indonésiens, entrant par les îles septentrionales ou le littoral nord du pays²²⁵. Cela nécessite, bien évidemment, de sortir de la vision parfois manichéenne de l'Indonésie qui prévaut chez certains journalistes, académiques et politiciens²²⁶ : conserver de bonnes relations avec Jakarta (comme avec l'ensemble de l'Asie du sud-est en général) est une préoccupation dictée par « l'intérêt et la prudence »²²⁷.

Sur la durée, les intérêts de Canberra et de Jakarta en Asie du sud-est vont converger, particulièrement depuis que les autorités australiennes ont constaté que leurs homologues entendaient promouvoir des organisations régionales (comme l'ASEAN, particulièrement) comme un élément fort de la sécurité et des questions économiques

²²² A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 114; M. THIRLWELL et A. BUBALO, « New rules for a “new great game”: Northeast Asian Energy Insecurity and the G-20 », *Lowy Institute for International Policy Brief*, Novembre 2006.

²²³ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 104.

²²⁴ P. VAN DER ENG, *op. cit. supra*, note 35, p. 63.

²²⁵ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120.

²²⁶ S. PHILPOT, *op. cit. supra*, note 20, p. 384

²²⁷ G. GREENWOOD, *Approaches to Asia: Australian Postwar Policies and Attitudes*, Sydney, McGraw-Hill Book Company, 1974, p. 285, cité chez S. PHILPOT, *op. cit. supra*, note 20, p. 384.

régionales face à une Chine de plus en plus puissante – discours qui ne déplait pas, loin s’en faut, à Canberra²²⁸.

Dans ses relations avec l’Archipel, l’Australie n’a plus à souffrir de la question de l’ex-Timor oriental, dont les problèmes internes apparaissent comme des sources potentielles de problèmes *per se* inhérentes à ce micro-Etat dont l’Indonésie ne se préoccupe plus²²⁹, et qui lorgne dangereusement vers le sort d’un *failed State*. Il semble en aller tout autrement de la situation de la Papouasie occidentale, qui reste – même au corps *aussie* défendant – un foyer de tensions entre les deux voisins²³⁰. Pour certains, l’évolution de la situation interne d’une Indonésie évoluant vers un modèle fédéral disposant de forces policières et militaires moins puissantes, et déléguant des compétences aux provinces périphériques berceaux potentiels de tensions (Papouasie occidentale, Aceh, Sulawesi), devrait amener à de meilleures relations bilatérales (encore) avec l’Australie²³¹. Il est en tout cas intéressant de noter que Canberra fut habituée à dialoguer avec deux présidents pendant un demi-siècle, tandis qu’elle en a connu cinq depuis la chute de l’Ordre Nouveau en 1998, couplé avec un accroissement de la dynamique parlementaire indonésienne. Il est à parier qu’il sera plus difficile à l’Australie de manœuvrer avec une Indonésie démocratique, dont les réactions pourraient s’avérer plus surprenantes, qu’avec un régime autoritaire et prévisible vissé sur son trône à Jakarta²³².

Le mot de la fin pourrait revenir, pour l’occasion, à l’ex-Président indonésien Yudhoyono qui, lors d’une visite en Australie en 2005, s’adressant pour l’occasion au Parlement fédéral, déclarait :

²²⁸ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, pp. 111-12 ; H. WHITE, *op. cit. supra*, note 168, pp. 87-92.

²²⁹ A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 112.

²³⁰ *Ibidem*.

²³¹ J. MACKIE, *op. cit. supra*, note 50, p. 142.

²³² A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 111. Encore que certaines analyses révèlent que, pour une partie non négligeable des Australiens, la période qu’ils craignirent le plus fut lorsque l’Ordre Nouveau fut à son zénith, assez curieusement quand les perspectives économiques étaient bonnes du côté de Jakarta et qu’un régime autoritaire avait établi les semblants d’un ordre social stable (*cf.* S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 380 ; voy. aussi P. DIBB, *op. cit. supra*, note 160, p. 842).

« Nous vivons aujourd'hui dans des environnements géopolitique et géoéconomique différents de ceux des décennies précédentes [...] Il n'est pas suffisant pour nous d'être simplement des voisins. Nous devons être surtout de solides partenaires »²³³.

La poursuite, voire le renforcement, des relations entre les deux pays ne pourra s'avérer que positive, tant en termes de promotion de la démocratie (du côté indonésien) qu'en termes de prospérité économique et de sécurité stratégique, à partir du moment où le partenariat sera développé sur une base égalitaire²³⁴, et non plus asymétrique, comme cela semble l'être pour l'instant²³⁵. « Les relations bilatérales ont mûri, avec des deux côtés, une volonté d'apprendre et d'être ouvert envers l'autre pour poser les bases de la meilleure relation dans le futur », écrit un auteur²³⁶. La méconnaissance de l'un et de l'autre – déjà mentionnée plus haut – est un facteur essentiel à prendre en compte, et qui, à n'en pas douter, a aussi longtemps façonné la perception que l'Australie peut avoir de son grand voisin septentrional²³⁷, tour à tour bastion d'un régime autoritaire et prédateur, et chaudron de volatiles tensions ethniques et religieuses²³⁸. Pour certains,

« [l']asymétrie entre les deux pays est si profonde et si intense, et la différence de culture est à ce point immense, qu'il est peu probable que l'étrangeté que l'un inspire à l'autre s'amenuise sur le court terme, et jusqu'à un certain point, la "grande barrière" entre eux va se maintenir plus longtemps qu'on ne le croit »²³⁹.

²³³ Discours du Président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono au *Parliament House* de Canberra, 4 avril 2005, cité par A. GYNGELL, *op. cit. supra*, note 21, p. 109.

²³⁴ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120.

²³⁵ Certains parlent de « relation asymétrique » à partir du moment où des facteurs concrets (la géographie, la taille de la population et l'importance dans les affaires internationales) semblent favoriser l'Indonésie dans le futur (*cf.* R. TANTER, *op. cit. supra*, note 148).

²³⁶ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 119.

²³⁷ Et qui continue encore certainement à jouer... Ainsi, si par exemple, si Bali reste l'une des destinations phare pour les *Aussies* en goguette, le reste de l'Archipel leur semble étranger. Et ne parlons même pas de ses enquêtes récurrentes du Département d'Etat, grâce auxquelles on peut apprendre que 30% de la population *wallabie* pense que Bali est... un Etat à part entière... (Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade, *Australian attitudes towards Indonesia. A DFAT – commissioned Newspann report*, Mai 2013, <http://www.dfat.gov.au/publications/australian-attitudes-towards-indonesia/> – (dernièrement consulté le 3 octobre 2015). Voy. aussi M. MCDONALD, *op. cit. supra*, note 107, p. 617.

²³⁸ P. SULISTIYANTO, *op. cit. supra*, note 8, p. 120.

²³⁹ B. SINGH, *Defence Relations between Australia and Indonesia in the Post-Cold War Era*, Westport, Greenwood, 2002, p. 172.

Et cela dépasse de loin le cadre des seules stratégies officielles des politiques. Il est ainsi intrigant de noter que des enquêtes d'opinion répétées montrent qu'aux yeux de la population *aussie* (particulièrement, la population des quinquagénaires et plus), l'Indonésie, même stable et économiquement développée, reste un pays agressif, dangereux, impérialiste et menaçant²⁴⁰, d'autant plus qu'il serait « *le plus favorablement placé pour attaquer l'Australie* »²⁴¹. A l'image de la centaine de volcans sommeillant encore en plusieurs endroits de l'Archipel, une large frange de l'opinion australienne craint l'« inévitable catastrophe » qu'entraînera « l'explosion volcanique [...] dans la vie sociale, [...] avec ses conflits humains et leur potentiel destructeur »²⁴².

Malgré les malentendus, les préjugés et les tensions qui, de-ci de-là, peuvent encore émailler les relations entre « *le Kangourou et le Garuda* »²⁴³, un lien presque naturel s'est tissé entre ces voisins des antipodes, à la fois rivaux mais inexorablement liés, étant tous deux marqués du sceau de la *solitude* que leur confère leur distante insularité²⁴⁴ : d'un côté, l'Indonésie, illustration remarquable (à l'instar de ses partenaires de l'ASEAN) d'une Asie dynamique (tant au point de vue démographique que culturel ou commercial), aux performances économiques prodigieuses et aux progrès démocratiques aussi rapides que prometteurs – bref, ce qu'une certaine littérature a pu qualifier de « *continent de l'espoir* »²⁴⁵ – et, de l'autre côté, l'Australie, cet « ailleurs géographique absolu » à qui tout semble sourire, ce condensé d'exotisme au capital imaginaire extrêmement fort, mais dont les désirs d'intégration à l'espace asiatique sont encore, pour l'instant, bridés par son héritage anglo-saxon particulièrement vivace²⁴⁶.

²⁴⁰ S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 380.

²⁴¹ Pour citer un extrait d'un rapport confidentiel de la Défense australienne publié par J.R. WALSH et G.J. MUNSTER dans *Documents on Australian Defence and Foreign Policy 1968-1975* (Hong Kong, 1980, p. 219), ouvrage dont la publication fut interdite par décision de justice, mais dont Noam Chomsky prétend que des passages sont fréquemment repris (*cf.* N. CHOMSKY, *op. cit. supra*, note 59, pp. 44-45 et note 19).

²⁴² S. PHILPOTT, *op. cit. supra*, note 20, p. 383.

²⁴³ Pour emprunter au titre de l'ouvrage de B. CATLEY et V. DUGIS, *Australian Indonesian Relations Since 1945: The Garuda and the Kangaroo*, Londres, Ashgate, 1998.

²⁴⁴ G. A. MONTIFROY et D. WILLIAM, *Géopolitique & Cultures. Mentalités, identités, Rivalités*, Longueuil, Béliveau, 2012, p. 95.

²⁴⁵ D. MOÏSI, *La géopolitique de l'émotion*, Nouvelle édition, s.l., Flammarion, 2011, pp. 69-70 et 72.

²⁴⁶ F. ARGOUNES, *Géopolitique de l'Australie*, *op. cit. supra*, note 1, p. 5.

*

* *

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES SCIENTIFIQUES

ALLAIN, J.-Cl., et FRANK, R., « La hiérarchie des puissances », in FRANK, R., (s.l.d.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012

ARGOUNES, F., « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *Pouvoirs*, 2012/2, n°141

BEESON, M., « Can Australia save the world ? The limits and possibilities of middle power diplomacy », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 65, N°5, 2011

BOSA, B., « L'Australie : mises en perspective historiques », *Pouvoirs*, 2012/2, n°141

CHAUVEL, R., « Nearly a Full Circle: From Burton to Barwick. Australian Foreign Policy Towards Indonesia, 1942-62 », in LEGGE, J., (éd.), *New Directions in Australian Foreign Policy: Australia and Indonesia 1945-50*, Clayton, Monash Asia Institute, 1997

CHOMSKY, N., « The Great Powers and Human Rights: the Case of East Timor », in PINTO LEITE, P., (éd.), *The East Timor Problem and the Role of Europe*, Leiden, IPJET, 1998

CONNELLY, A.L., « Sovereignty and the Sea: President Joko Widodo's Foreign Policy Challenges », *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International & Strategic Affairs*, 2015, n°37/1, pp. 1-28

COULON, G., « L'Australie dans le siècle asiatique », *Revue internationale et stratégique*, 2012/4, n°88

DIBB, P., « Indonesia: The Key to South-East Asia's Security », *International Affairs*, 2001, Vol. 77, n°4

DUNN, J., « East Timor and the Arc of Instability », in RUMLEY, D., FORBES, V. et GRIFFIN, C., (s.l.d.), *Australia's Arc of Instability, The Political and Cultural Dynamics of Regional Security*, Dordrecht, Springer, 2006

DUPONT, A., « The Australia-Indonesia Security Agreement », *The Australian Quarterly*, 1996, Vol. 68, n°2

ISHIZUKA, K., « Australia's Policy towards East Timor », *The Round Table*, 2004, Vol. 93, No. 374

GYNGELL, G., « Australia-Indonesia », in TAYLOR, B., (s.l.d.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power. Friendships in Flux?*, New York, Routledge, 2007

HAMEL-GREEN, M., « Japan, Australia and the UN Disarmament Agenda », in CAMILLERI, J., MARSHALL, L., MICHAEL, M., et SEIGEL, M. (éd.), *Asia-Pacific*

Geopolitics. Hegemony vs. Human Security, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar ed., 2007

KALIDJERNIH, F.K., « Australian Indonesia-specialists and debates on West Papua: Implication for Australia-Indonesia relations », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, 2008, Vol.62

KLEIN, N., « Legal Implications Of Australia's Maritime Identification System », *I.C.L.Q.*, Vol. 55, 2006

MACKIE, J., « Australia and Indonesia », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 55, n°1

MALLEY, M., « Indonesia in 2001: Restoring Stability in Jakarta », *Asian Survey*, 2002, Vol. 42, n°1

MCDONALD, M., « Issues in Australian Foreign Policy – January to June 2013 », *Austr.Jnl.Pol.H.*, Vol. 59, N° 4, 2013

MORGAN, M., et McLEOD, A., « Have we failed our neighbour ? », *Aust.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 60, N°3, 2006

NOSSAL, K.R., « Australian and Canadian Policy towards Southeast Asia », in WURFEL, D., et BURTON, B., (éd.), *Southeast Asia in the New World Order. The Political Economy of a Dynamic Region*, Londres/New York, Macmillan Press/St Martin's Press, 1996

PATIENCE, A., « Japan, Australia and Niche Diplomacy in the South Pacific », in CAMILLERI, J., MARSHALL, L., MICHAEL, M., et SEIGEL, M. (éd.), *Asia-Pacific Geopolitics. Hegemony vs. Human Security*, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar ed., 2007

PHILPOTT, S., « Fear of the Dark: Indonesia and the Australian National Imagination », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol. 55, N°3, 2001

RAVENHILL, J., « Cycles of Middle Power Activism: Constraint and Choice in Australian and Canadian Foreign Policies », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol.52, N°3, 1998

REISMAN, W., et ARMSTRONG, A., « The Past and Future of The Claim of Preemptive Self-Defense », *A.J.I.L.*, 2006

ROBERTS, C.B., et HABIR, A.D., « Indonesia-Australia Relations: Progress, Challenges and Potential », in ROBERTS, C.B., HABIR, A.D., et SEBASTIAN, L., (éd.), *Indonesia's Ascent: Power, Leadership, and the Regional Order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015

ROBERTSON, A., « Australia's Position in Asia: Closer Than Ever », *Policy*, 2006, Vol. 22, n° 2

RUDD, K., « Australia's foreign policy looking west », *Jnl.I.O.R.*, Vol. 7, n°1, 2011

- RUMLEY, D., « La géopolitique de l'ère régionale de l'Australie au XXI^e siècle », *Diplomatie, Affaires stratégiques et Relations internationales*, n°32, 2008
- SIMPSON, G., « A Stone in Each Shoe: Australian Foreign Policy and East Timor », in PINTO LEITE, P., (éd.), *The East Timor Problem and the Role of Europe*, Leiden, IPJET, 1998
- SINGH, B., « Indonesia and the Arc of Instability », in RUMLEY, D., FORBES, V., et GRIFFIN, C., (s.l.d.), *Australia's Arc of Instability, The Political and Cultural Dynamics of Regional Security*, Dordrecht, Springer, 2006
- SIRACUSA, J., « John Howard, Australia, and the Coalition of the Willing », *Y.Jnl.I.A.*, 2006
- SMOUTS, M.-Cl., « Pour qui sont ces soldats ? », in SMOUTS, M.-Cl., (s.l.d.), *L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki*, Bruxelles, Editions Complexe, 1994
- SNYDER, C., « Southeast Asian Perceptions of Australia's Foreign Policy », *Contemporary Southeast Asia*, 2006, Vol. 28, n°2
- STRUYE DE SWIELANDE, T., HELLENDORFF, B. et HONORE, A., « Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne », *Politique étrangère*, 1/2015
- SULISTIYANTO, P., « Indonesia-Australia Relations in the era of Democracy: The View from the Indonesia Side », *Austr.Jnl.Pol.Sc.*, Vol. 45, 2010
- SUTER, K., « West Papua: Indonesia's 26th province or Australia's new neighbor? », in RUMLEY, D., FORBES, V., et GRIFFIN, C., (s.l.d.), *Australia's Arc of Instability, The Political and Cultural Dynamics of Regional Security*, Dordrecht, Springer, 2006
- UMETSU, H., « The Impacts of Indonesia's Civil War and the US-Soviet Tug of War over Indonesia on Australia's Diplomacy Towards West New Guinea », *The Journal of Pacific History*, 2005, Vol.40/2
- VAN DER ENG, P., « *Konfrontasi* and Australia's Aid to Indonesia during the 1960s », *Austr.Jnl.Pol.H.*, Vol. 55, 2009
- WEBBER, D., « The regional integration that didn't happen: cooperation without integration in early twenty-first century East Asia », *The Pacific Review*, Vol. 23, n° 3, 2010
- WHEELER, N., et DUNNE, T., « East Timor and the New Humanitarian Interventionism », *International Affairs*, 2001, Vol. 77, n°4
- WHITE, H., « Power shift: rethinking Australia's place in the Asian century », *Austr.Jnl.Inter.Aff.*, Vol.65, N°1, 2011, p. 83
- WOODARD, G., « Australia's Foreign Policy after Timor », *International Journal*, 1999/2000, vol. 55, n°1

ZAJEC, O., « Le Monde vu d’Australie : “Quelque part en bas”, au centre de l’Asie-Pacifique », *Le Monde Diplomatique*, 1^{er} mars 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/03/ZAJEC/18900>

_____, « Force de défense et coopération régionale », *Le Monde Diplomatique*, Mars 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/03/ZAJEC/18901>

ARTICLES DE PRESSE GÉNÉRALISTE

CLARK, K., « Indonesia Executions Strain Ties With Australia », *The Diplomat*, 29 avril 2015, <http://thediplomat.com/2015/04/indonesia-executions-strain-ties-with-australia/>

FOLLIOT, C., « Vive tension entre l’Indonésie et l’Australie après le renvoi de migrants », *Le Monde*, 24 janvier 2014, http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2014/01/24/vive-tension-entre-l-indonesie-et-l-australie-apres-le-renvoi-de-migrants_4353860_3216.html

FRYDENBERG, J., « Washington is integral to our region », *The Australian*, 21 septembre 2010, <http://www.theaustralian.com.au/news/world/washington-is-integral-to-our-region/story-e6frg6ux-1225926937881>

GLEMAREC, A., « Exécutions en Indonésie : l’Australie et le Brésil protestent », *Euronews*, 29 avril 2015, <http://fr.euronews.com/2015/04/29/executions-en-indonesie-l-australie-et-le-bresil-protestent/>

HADIZ, V., « Jakarta et Canberra forcés de s’entendre », *Kompas*, 27 novembre 2013, repris dans *Courrier International*, n°1205, 5 décembre 2013

HAMID, U., et WALUYO, E., « The Lombok Treaty Problem », *The Jakarta Post*, 27 février 2008, <http://www.thejakartapost.com/news/2008/02/27/lombok-treaty-problem.html>

HARVEY, J., « Australia-Indonesia Relations After the Executions », *The Diplomat*, 7 mai 2015, <http://thediplomat.com/2015/05/australia-indonesia-relations-after-the-executions/>

HAWLEY, S., « Tony Abbott heads to Jakarta for talks with Indonesian president in first international trip since election », *ABC News*, 30 septembre 2013, <http://www.abc.net.au/news/2013-09-30/tony-abbott-jakarta-first-international-trip-since-election/4987948>

_____, « Indonesia hopeful diplomatic relations with Australia will improve under Malcolm Turnbull leadership », *ABC News*, 16 septembre 2015, <http://www.abc.net.au/news/2015-09-16/indonesia-responds-to-turnbull-leadership-change/6779198>

HURST, D., « Bali Nine executions: Tony Abbott to recall Australia’s ambassador to Indonesia », *The Guardian*, 28 avril 2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/apr/29/bali-nine-executions-tony-abbott-to-recall-australias-ambassador-to-indonesia>

LEE, J., « Indonesia executions: Why Australian anger will outlive political fallout », *CNN*, 29 avril 2015, <http://edition.cnn.com/2015/04/29/opinions/indonesia-executions-australia/>

MEDCALF, R., « Australia's Place in the "Asian Century" », *The Diplomat*, 4 novembre 2012, <http://thediplomat.com/2012/11/australias-place-in-the-asian-century/>

_____, « Chinese Ghost Story », *The Diplomat*, Février-mars 2008, http://www.lowyinstitute.org/files/pubfiles/Medcalf%2C_Quadrilateral.pdf

SHERIDAN, G., « Keeping the friendship afloat », *The Australian*, 20 février 2014, <http://www.theaustralian.com.au/opinion/columnists/keeping-the-friendship-afloat/story-e6frg76f-1226831969169>

SUPRIYATNA, Y., et KAPOOR, K., « Indonesia, Australia spy claim tension spreads to corporate world », *Reuters*, 22 novembre 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/11/23/us-indonesia-australia-idUSBRE9AM00X20131123>

TIEZZI, S., « Indonesia Rip Up Their Defense Treaty With Australia ? », *The Diplomat*, 20 novembre 2013, <http://thediplomat.com/2013/11/will-indonesia-rip-up-their-defense-treaty-with-australia/>

WOOD, T., « Checking the facts: Rudd's carbon emissions trading scheme backflip », *The Conversation*, 27 août 2013, <http://theconversation.com/factcheck-the-liberal-partys-rudds-record-ad-17257>

OUVRAGES COLLECTIFS

CAMILLERI, J., MARSHALL, L., MICHAEL, M., et SEIGEL, M. (éd.), *Asia-Pacific Geopolitics. Hegemony vs. Human Security*, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar ed., 2007

PINTO LEITE, P., (éd.), *The East Timor Problem and the Role of Europe*, Leiden, IPJET, 1998

ROBERTS, C.B., HABIR, A.D., et SEBASTIAN, L., (éd.), *Indonesia's Ascent: Power, Leadership, and the Regional Order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015

RUMLEY, D., FORBES, V., et GRIFFIN, C., (s.l.d.), *Australia's Arc of Instability, The Political and Cultural Dynamics of Regional Security*, Dordrecht, Springer, 2006

TAYLOR, B., (s.l.d.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power. Friendships in Flux?*, New York, Routledge, 2007

WURFEL, D., et BURTON, B., (éd.), *Southeast Asia in the New World Order. The Political Economy of a Dynamic Region*, Londres/New York, Macmillan Press/St Martin's Press, 1996

MONOGRAPHIES

- ARGOUNES, F., *Géopolitique de l'Australie*, Bruxelles, Complexes, 2006
- COTTON, J., *East Timor, Australia and Regional Order. Intervention and its aftermath in Southeast Asia*, Londres/New York, Routledge Curzon, 2004
- DUROSELLE, J.B., et KASPI, A., *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, 14^{ème} éd., Paris, Armand Colin, 2004
- GREENWOOD, G., *Approaches to Asia: Australian Postwar Policies and Attitudes*, Sydney, McGraw-Hill Book Company, 1974
- KEATING, P., *Engagement : Australia Faces the Asia Pacific*, Sydney, Pan McMillan, 2000
- KLEIN, N., *Maritime Security and the Law of the Sea*, New York, O.U.P., 2011
- MOÏSI, D., *La géopolitique de l'émotion*, Nouvelle édition, s.l., Flammarion, 2011
- MONTIFROY, G.A., et WILLIAM, D., *Géopolitique & Cultures. Mentalités, identités, Rivalités*, Longueuil, Béliveau, 2012
- NAGELS, J., *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000
- NGUYEN Q.D., DAILLIER, P., et PELLET, A., *Droit international public*, 6^{ème} éd., Paris, L.G.D.J. 1999
- REMACLE, E., *Histoire des relations internationales contemporaines, Vol. 2 – De l'ère de la décolonisation et de la guerre froide au moment unipolaire*, Bruxelles, PUB, 2005
- SALMON, J., et DAVID, E., *Droit des gens, Tome III – Les relations amicales*, 17^{ème} éd., 2001-2002, Bruxelles, PUB
- SINGH, B., *Defence Relations between Australia and Indonesia in the Post-Cold War Era*, Westport, Greenwood, 2002
- SMITH, A., *Australia-Indonesia Relations: Getting Beyond East Timor*, Honolulu, Asia-Pacific Center for Security Studies, 2004
- SUR, S., *Relations internationales*, 3^{ème} éd., Paris, Montchrestien, 2004
- TINIO, M., *Les droits de l'homme en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2004
- WESLEY, M., *The Howard Paradox. Australian Diplomacy in Asia, 1996–2006*, Sydney, ABC Books, 2007

WILSON, D., *The Neutralization of Southeast Asia*, New York/Washington/Londres, Praeger Publishers, 1975

YAHUDA, M., *The International Politics of the Asia-Pacific*, 2^{ème} éd., Londres & New York, Routledge/Curzon, 2004

WORKING PAPERS

ARGOUNES, F., « Une arrogance australienne au miroir de son voisinage. “OZ is Threatening you ?” », Communication au Congrès de l’Association française de Science Politique (AFSP), 2007, <http://www.afsp.msh-paris.fr/congres2007/tables rondes/textes/tr6sess2argounes.pdf>

BATEMAN, S., BERGIN, A., et CHANNER, H., « The Defence Cooperation Program – time for a review? », *The Australian Strategic Policy Institute Blog*, 18 juillet 2013, <http://www.aspistrategist.org.au/the-defence-cooperation-program-time-for-a-review>

BROWN, G., FROST, F., et SHERLOCK, S., *The Australian-Indonesian Security Agreement – Issues and Implications*, Research Paper of the Foreign Affairs, Defence and Trade Group of the Parliament of Australia, N°25 / 1995-96, http://www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/pubs/rp/RP9596/96rp25

CHAUVEL, R., « Papua and the Security Cooperation Treaty with Indonesia », APSNet Policy Forum, 18 décembre 2006, <http://nautilus.org/apsnet/0636a-chauvel-html/>

McRAE, D., « The 2014 Indonesian Elections and Australia-Indonesia Relations », Centre for Indonesian Law, Islam and Society (Melbourne), *Policy Paper n°7*

SMITH A., *Australia-Indonesia Relations: Getting Beyond East Timor*, Honolulu -Asia-Pacific Center for Security Studies, « Asia’s Bilateral Relations », 2004

TANTER, R., « Indonesia, Australia and Edward Snowden: ambiguous and shifting asymmetries of power », *NAPSNet Special Reports*, 28 novembre 2013, <http://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/indonesia-australia-and-edward-snowden-ambiguous-and-shifting-asymmetries-of-power/>

THIRLWELL, M., et BUBALO, A., « New rules for a “new great game”: Northeast Asian Energy Insecurity and the G-20 », *Lowy Institute for International Policy Brief*, Novembre 2006

DOCUMENTS ET DISCOURS OFFICIELS

Australia in the Asian Century, Australian Government, Octobre 2012, http://australianpolitics.com/downloads/foreign/12-10-28_aust-in-the-asian-century-white-paper.pdf

Australian attitudes towards Indonesia. A DFAT – commissioned Newspoll report, Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade, Mai 2013, <http://www.dfat.gov.au/publications/australian-attitudes-towards-indonesia/>

Australian Defence White Paper 2000, Our Future Defence Force, Australian Government – Department of Defence, <http://www.defence.gov.au/publications/wpaper2000.pdf>

Australian Defence White Paper 2013, Australian Government – Department of Defence, http://www.defence.gov.au/whitepaper2013/docs/WP_2013_web.pdf

Déclaration/*Paper* du Ministre de la Défense d’Australie, Stephen Smith, *Australia and Indonesia: Strategic Partners*, 4 septembre 2012, <http://www.minister.defence.gov.au/2012/09/04/minister-for-defence-australia-and-indonesia-strategic-partners/>

DIBB, P., *Review of Australia’s Defence Capabilities: Report to the Minister for Defence by Mr. Paul Dibb*, Canberra, Australian Government Publishing Service, 1986

Parlement du Commonwealth d’Australie, Débats à la Chambre des Représentants, 21 septembre 1999, <http://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;db=CHAMBER;id=chamber%2Fhansardr%2F1999-09-21%2F0003;query=Id%3A%22chamber%2Fhansardr%2F1999-09-21%2F0000%22>

Strong and Secure: A Strategy for Australia’s National Security, Canberra, Department of the Prime Minister and Cabinet, 2013, http://apo.org.au/files/Resource/dpmc_nationalsecuritystrategy_jan2013.pdf

Transcript of the Prime Minister, the Hon. P.J. Keating, MP, Interview with Kerry O’Brien, ABC TV 7:30 Report, 14 décembre 1995, <http://pmtranscripts.dpmc.gov.au/browse.php?did=9887>

*

* *

ANNEXE –

LISTE DES ACRONYMES

I. Périodiques

<i>A.J.I.L.</i>	<i>American Journal of International Law</i>
<i>Austr.Jnl.Inter.Aff.</i>	<i>Australian Journal of International Affairs</i>
<i>Austr.Jnl.Pol.H.</i>	<i>Australian Journal of Politics and History</i>
<i>Austr.Jnl.Pol.Sc.</i>	<i>Australian Journal of Political Science</i>
<i>I.C.L.Q.</i>	<i>International and Comparative Law Quarterly</i>
<i>Jnl.I.O.R.</i>	<i>Journal of the Indian Ocean Region</i>
<i>Y.Jnl.I.A.</i>	<i>Yale Journal of International Affairs</i>

II. Sigles de programmes nationaux et internationaux australiens

AMS	<i>Agreement of Maintaining Security</i>
AMIS	Système d'Identification Maritime Australien
ASD	<i>Australian Signals Directorate</i>
DCP	<i>Australian Defence Cooperation Program</i>
FDPA	<i>Five Power Defence Arrangements</i>

III. Sigles de fora et programmes internationaux

APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du sud-est
CAP	Communauté Asie-Pacifique
INTERFET	Force Internationale au Timor oriental
SAO	Sommet de l'Asie orientale

*

Liste des notes d'analyse précédentes

(cliquez pour y accéder)

VIAUD Astrid, *EU–Myanmar: From marginal EU sanctions to a move towards democracy (1996–2013)*, Note d'analyse n°48, Juin 2016.

TETU P.-L., *Géopolitique de l'approvisionnement de la Chine en matières premières : L'Arctique, une région prioritaire?*, Note d'analyse n°47, Mai 2016.

HUNG Jui-Min, *Un acteur global ? Une évaluation sur l'embargo de l'UE vis-à-vis de la Chine*, Note d'analyse n°46, Avril 2016.

de WILDE d'ESTMAEL Tanguy, *La « communauté internationale », l'UE et la Syrie : d'une impossible gestion de crise à une convergence limitée?*, Note d'analyse n°45, Mars 2016.

GOSSE-LEDUC Cédric, *Suède et corruption : la sauvegarde de l'image sur la scène internationale*, Note d'analyse n°44, Février 2016.

DESPLANQUE Simon, *La dimension politique des achats militaires : le cas de la Belgique*, Note d'analyse n°43, Février 2016.

FOLLEBOUCKT Xavier, *Les leçons du passé : La Russie et le nouveau « conflit gelé » ukrainien*, Note d'analyse n°42, Décembre 2015.

SOLIEV R., *Tajikistan-European Union relations going forward*, Note d'analyse n°41, Décembre 2015.

DESPLANQUE Simon, *Les Simpson et l'Amérique: un autre regard sur l'Oncle Sam*, Note d'analyse n°40, Septembre 2015.

FERON Antoine, *The EU High Representative's Declaratory Diplomacy : Declarations and Statements in the Post-Lisbon Era*, Note d'analyse n°39, Août 2015.

Nos
autres
publications

ICI

